



© EPER/Christian Boost



# 2023

PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT  
DES ŒUVRES PROTESTANTES SUISSES

# ANIMATRICES ET ANIMATEURS TERRE NOUVELLE

## Berne-Jura-Soleure

RefBeJuSo  
Daniel Chèvre  
Route de Porrentruy 4  
2942 Alle  
Tél. 079 256 97 23  
[terrenouvelle@synode-jurassien.ch](mailto:terrenouvelle@synode-jurassien.ch)

## Genève

EPG  
Espoir Adadzi  
Service Terre Nouvelle  
Case postale 230  
1211 Genève 8  
Tél. 022 552 42 31  
[espoir.adadzi@protestant.ch](mailto:espoir.adadzi@protestant.ch)

## Valais

EREV  
Gwendoline Noël-Reguin  
Paroisse protestante des 2-Rives  
Chemin de la Tuilerie 3  
1890 Saint-Maurice  
Tél. 024 485 12 63  
[gwendoline.noel@erev.ch](mailto:gwendoline.noel@erev.ch)

## Fribourg

EERF  
Martin Burkhard  
Prehlstrasse 11  
3280 Murten  
Tél. 079 266 98 94  
[martin.burkhard@ref-fr.ch](mailto:martin.burkhard@ref-fr.ch)

## Neuchâtel

EREN  
Yvena Garraud Thomas  
Faubourg de l'Hôpital 24  
2001 Neuchâtel  
Tél. 079 273 12 87  
[yvena.garraudthomas@eren.ch](mailto:yvena.garraudthomas@eren.ch)

## Vaud

EERV  
Marie Cénec  
Chemin des Cèdres 7  
Case postale 6023  
1002 Lausanne  
Tél. 021 641 03 11  
[marie.cenec@eerv.ch](mailto:marie.cenec@eerv.ch)

## TEMPS DE CAMPAGNE ET OFFRANDES

Chacune des œuvres Terre Nouvelle a des temps de collecte spécifiques dans les paroisses :

Dernier dimanche de janvier	Dimanche missionnaire	DM
Mercredi des Cendres à Pâques	Campagne œcuménique	Entraide Protestante Suisse (EPER)
3 <sup>e</sup> dimanche de juin	Dimanche des réfugié-e-s	Entraide Protestante Suisse (EPER)
3 <sup>e</sup> dimanche de septembre	Offrande du Jeûne fédéral	Entraide Protestante Suisse (EPER)
Octobre – novembre	Campagne d'automne	DM
Novembre – décembre	Campagne nationale	Entraide Protestante Suisse (EPER)
Décembre	Appel de Noël	DM et Entraide Protestante Suisse (EPER)

Merci de tenir compte de ces temps de campagne.

Des descriptifs plus détaillés des programmes et des projets figurant p. 45–55 sont disponibles en allemand dans le « Projektheft » (cahier de projets).  
[www.eper.ch/cahier-de-projets](http://www.eper.ch/cahier-de-projets)

## Impressum

Édition : Entraide Protestante Suisse  
Graphisme : Karin Hutter, Zurich  
Impression : Rub Media AG, 3084 Wabern



Les organisations suivantes sont certifiées  
Zewo : Armée du Salut, cfd – L'ONG  
féministe pour la paix, Connexio develop,  
Croix-Bleue Internationale, DM, Entraide  
Protestante Suisse, Horyzon, Mission  
Évangélique Braille, Mission 21, Service  
de Missions et d'Entraide, TearFund.

# OÙ TROUVER QUOI ?

Une mission – deux œuvres 4  
Informations importantes 5  
Campagne œcuménique 2023 6

## Projets classés par œuvres

Entraide Protestante Suisse (EPER) 8  
DM 34  
Mission 21 45  
Armée du Salut 49  
cfd – L'ONG féministe pour la paix 50  
Connexio develop 51  
Horyzon 52  
Mission Évangélique Braille (MEB) 53  
Service de Missions et d'Entraide  
(SME) 54  
Croix-Bleue Internationale (IBC) 55  
TearFund 55

## Projets classés par pays

Algérie 50  
Arménie 33  
Bangladesh 17  
Bénin 40, 53  
Bolivie 45  
Brésil 7, 18, 49  
Burkina Faso 53  
Burundi 53  
Cambodge 19  
Cameroun 7, 38, 39, 43, 48, 53  
Chili 45, 51  
Chine/Hong Kong 46, 47  
Colombie 20, 52  
Congo (République démocratique et  
République du Congo) 13, 21, 38,  
39, 48, 51, 53, 55  
Costa Rica 45  
Cuba 41

Égypte 43  
Éthiopie 22  
Géorgie 33  
Guatemala 23  
Haïti 24, 49  
Honduras 11, 25  
Hongrie 31, 33  
Île Maurice 41, 42  
Indonésie 10, 11, 46, 47  
Irak 43  
Iran 43  
Italie 33  
Kosovo 26, 33  
Laos 54  
Liban 32, 43  
Libéria 11  
Madagascar 41, 42  
Malaisie 46, 47  
Malawi 55  
Mali 11  
Maroc 43, 50  
Mexique 41  
Mozambique 38  
Népal 54  
Niger 27  
Nigéria 47  
Ouganda 55  
Palestine/Israël 13, 28, 48, 50, 52  
Pérou 45  
Roumanie 26, 30, 31, 33  
Rwanda 38, 39  
Sénégal 15, 29  
Serbie 26, 33  
Slovaquie 31, 33  
Suisse 12, 13, 14, 37, 42  
Soudan du Sud 48  
Syrie 32, 43  
Tanzanie 7, 48, 55  
Togo 40  
Ukraine 30, 31, 33  
Zambie 49

## Projets régionaux et continentaux

Afrique 7, 11, 38, 39, 40, 43, 44, 48, 53, 55  
Amérique latine 11, 41, 45  
Asie 46  
Europe 30, 33, 44  
Moyen-Orient 32, 43  
Océan Indien 41, 42  
Monde 10, 11, 44, 48

## Projets thématiques et campagnes

Agroécologie 35  
Asile, migration, intégration 12, 13  
Ciné-lunchs et campagne nationale  
2023 15, 16  
Échange de personnes 36  
Éducation 35  
Campagne œcuménique 2023 6, 7  
Collaboration avec les Églises 30, 31, 32,  
42, 44  
Communauté d'Églises en mission  
(Cevaa) 44  
Droit à la terre et à l'alimentation 10, 11  
Inclusion : renforcer la cohésion sociale  
en Suisse 14  
Justice climatique 6, 7, 10  
Offrir son aide! 16  
Partenariat œcuménique 23  
Prévention des dépendances 55  
Professionals Exposure Program (PEP!) 48  
SECAAR 44  
Théologie 35  
60 ans de DM et campagne 2023 34

« TOUT PEUT ÊTRE RÉPARTI ÉQUITABLEMENT –  
SAUF LE MANQUE. » Wolfgang Mocker, journaliste et auteur, 1954–2009



## UNE MISSION – DEUX ŒUVRES

Il y a plus de 50 ans, les Églises réformées de Suisse fondaient leurs œuvres de développement, d'entraide et de mission. Parmi ces dernières, certaines existent depuis plus de 200 ans. Jusqu'à ce jour, la collaboration porte encore ses fruits et permet la réalisation de nombreux

projets et programmes à travers le monde. La liste ci-après indique les principaux thèmes prioritaires des différentes œuvres et leur complémentarité. Leur travail ne serait pas possible sans le précieux soutien des paroisses et de leurs membres. Grâce aux événements Terre Nou-

velle, aux soupes solidaires, aux ventes de roses, ainsi qu'aux collectes et autres actions qu'ils organisent, les paroissiennes et les paroissiens contribuent aux projets et s'engagent contre la faim et la misère et pour davantage de justice.

**Merci de tout cœur !**



### L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER)

#### L'œuvre d'entraide

- aide au développement et aide humanitaire en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est;
- travail de politique de développement et de politique sociale pour un changement systémique;
- soutien au travail diaconal des Églises d'Europe de l'Est et du Proche-Orient;
- intégration et égalité des droits pour les personnes défavorisées en Suisse;
- thèmes prioritaires : justice climatique, droit à la terre et à l'alimentation, asile et migration, intégration/inclusion.

#### Temps forts de collecte

Campagne œcuménique du mercredi des Cendres à Pâques, collecte pour les réfugié-e-s en juin, campagne nationale et appel de Noël en novembre et en décembre.

### DM

#### L'œuvre de mission

- partenariat et collaboration avec des Églises et des organisations partenaires en Afrique, en Amérique latine, dans l'océan Indien, au Moyen-Orient et en Suisse;
- coopération par l'échange de personnes et soutien à des projets;
- communauté internationale d'apprentissage et participation à l'Église universelle;
- axes thématiques : agroécologie, éducation, théologie : foi et dynamique communautaire, bonne gouvernance, égalité des genres, interculturalité et dialogue.

#### Temps forts de collecte

Dimanche missionnaire fin janvier, campagne du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre, appel de Noël en décembre, événements pour les 60 ans de DM tout au long de l'année.

## INFORMATIONS IMPORTANTES

### Comment fonctionne le soutien aux projets ?

En 2021, les flux financiers entre les œuvres protestantes suisses ont été simplifiés. Désormais, chaque œuvre effectue sa propre collecte et les paroisses sont invitées à verser leurs dons pour les projets et les programmes directement aux organisations concernées. C'est pourquoi les coordonnées bancaires de chaque œuvre sont indiquées dans le cahier de projets.

Chacune des trois œuvres des Églises réformées de Suisse a des temps de collecte définis. Vous les aidez à unir leurs forces si vous soutenez chaque organisation durant ses temps de collecte spécifiques.

En nous indiquant le nom du projet pour lequel vous effectuez la collecte et le montant que vous prévoyez, vous nous aidez à planifier le financement. Si vous avez des questions concernant le soutien aux projets, vous pouvez contacter directement l'œuvre concernée.

### Financement des projets pendant la Campagne œcuménique

La tradition (de longue date) veut que toutes les œuvres protestantes soient soutenues durant la Campagne œcuménique. Les paroisses ont toujours la possibilité d'effectuer une collecte pour toutes les œuvres présentées dans le cahier de projets. La seule différence est que vous versez les dons directement aux œuvres de votre choix.

Vous pouvez par exemple réaliser des collectes pour d'autres œuvres que l'EPER grâce au calendrier de carême. Il vous suffit alors de joindre le bulletin de versement de l'œuvre concernée au calendrier de carême que vous envoyez. Pour ce faire, veuillez vous adresser à l'œuvre en question.

Si une collecte est effectuée pour des organisations qui ne figurent pas dans ce cahier de projets, elle ne peut être menée au nom de l'EPER ou de la Campagne œcuménique. Nous vous prions de bien vouloir tenir compte de cette règle.

### Faire des dons en toute simplicité avec la nouvelle QR-facture

Depuis septembre 2022, les nouvelles QR-factures remplacent les bulletins de versement rouges et oranges. Ces derniers ne sont plus acceptés par la Poste. La QR-facture fonctionne comme les bulletins de versement traditionnels et permet de faciliter les paiements. Indiquez le montant souhaité dans le champ en question. Les versements peuvent toujours être effectués au guichet de la Poste ou par ordre de paiement. Si vous souhaitez payer par e-banking, vous pouvez lire le code QR avec le lecteur QR ou saisir l'IBAN et le numéro de référence.



# CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE 2023

« JUSTICE CLIMATIQUE, MAINTENANT ! » 223.005



La campagne « Justice climatique, maintenant ! » aura lieu du 22 février jusqu'à Pâques, le 9 avril 2023.

## De quel monde voulons-nous être responsables ?

Tout au long de notre campagne, nous aborderons cette question sous divers aspects : connaissances scientifiques, situation actuelle, perspectives politiques, principes théologiques ou encore engagement individuel. Nous verrons qu'il est possible de façonner le monde de demain, celui que nous laisserons aux générations futures. Nos modes de production et de consommation actuels sont responsables de près de 40 % des émissions nocives de gaz à effet de serre et contribuent donc largement aux changements climatiques.

Les événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations menacent la production de denrées alimentaires, et ainsi l'existence de millions de personnes dans les pays du Sud. Alors qu'elles ont à peine contribué aux changements climatiques, ces personnes en subissent déjà de plein fouet les répercussions dramatiques : elles sont confrontées à

la famine et à la misère. Le réchauffement climatique et la destruction de l'environnement qu'il entraîne sont indissociables de la problématique de la pauvreté. Afin de lutter contre ces phénomènes, les trois œuvres d'entraide promeuvent l'agroécologie dans leurs projets, c'est-à-dire une agriculture fondée sur les échanges, l'adaptation aux conditions locales, la vente de proximité, la participation politique et le respect de l'environnement.

En Suisse aussi, les changements climatiques se font sentir, notamment à travers les fortes pluies ou l'effondrement des glaciers. Il est donc temps de prendre ensemble nos responsabilités, de faire preuve de solidarité et de réduire notre empreinte

carbone, afin d'atteindre l'objectif « zéro émission nette d'ici 2040 ». Pour préserver la Création, nous devons assumer ensemble notre responsabilité et trouver des solutions pertinentes pour garantir notre alimentation et adapter notre mode de vie. C'est seulement ainsi que nous pourrions réduire l'impact négatif de nos actions et limiter l'augmentation du réchauffement planétaire à 1,5° Celsius.

**La justice climatique signifie que tous les êtres humains doivent pouvoir vivre dans la dignité – aujourd'hui comme demain.**

Vous trouverez davantage d'informations sur la Campagne œcuménique 2023 sur [www.voir-et-agir.ch](http://www.voir-et-agir.ch)



## PROJETS DE LA CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE ISSUS DU CALENDRIER DE CARÊME



Qu'y a-t-il de mieux que de manger en compagnie de personnes qui nous sont chères ? Un repas partagé rapproche et nourrit autant le corps que l'esprit. Toutefois, nous mangeons souvent sans réfléchir à ce qui se trouve dans notre assiette. La préparation des plats, le choix du menu, les courses, le transport et la production de denrées alimentaires sont autant d'activités qui nécessitent des connaissances, beaucoup de travail et de la passion. Ce sont ces aspects que le calendrier de carême met en lumière : il présente différents repas, nous invite à découvrir la vie d'habitants des pays du Sud et à réfléchir aux façons de contribuer à la justice climatique grâce à notre consommation et à une agriculture durable.

812.359	Brésil	Accès à la terre et au marché pour les familles paysannes
756.351	Niger	Bases alimentaires stables pour les personnes et les animaux
490.998	Guatemala	Droit des populations indigènes à l'autodétermination

**CAMPAGNE  
ŒCUMÉNIQUE**

**Vous souhaitez organiser une collecte pour un projet commun à l'EPER et à Action de Carême ? Vous reconnaissez ces projets grâce à l'icône ci-contre [CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE].** Durant la campagne, vous pouvez continuer à lever des fonds pour des projets présentés dans cette brochure. Pour ce faire, veuillez joindre au calendrier de carême votre propre bulletin de versement ou celui de l'organisation pour laquelle vous souhaitez récolter des dons. **Pour l'envoi du calendrier : [www.voir-et-agir.ch/calendrier](http://www.voir-et-agir.ch/calendrier)**



# EXEMPLES DE PROJETS DE LA CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

## ACCÈS À LA TERRE ET AU MARCHÉ POUR LES FAMILLES PAYSANNES

Brésil, 812.359



Les organisations partenaires de l'EPER Centro de Desenvolvimento Agroecológico do Cerrado (CEDAC) et CoopCerrado aident les communautés villageoises à protéger l'écosystème vulnérable de la région du Cerrado, au Brésil, et à améliorer leurs moyens de subsistance. Les personnes ré-



coltent, transforment et commercialisent des produits issus de la forêt ainsi que des légumes, des fruits et des céréales biolo-

giques. Cette initiative offre une contribution importante à la lutte contre la crise climatique et préserve la biodiversité.

La coopérative CoopCerrado, qui ne regroupait au départ que 83 familles issues de deux communes, emploie aujourd'hui 4600 familles. Ensemble, ces dernières pratiquent une agriculture biologique, écologique et durable.

Ce modèle d'exploitation communautaire et de commercialisation collective a rencontré un tel succès qu'il a été repris dans cinq autres États brésiliens.

*EPER, Brésil, 812.359, p. 18*

## RESPECT DE LA TERRE ET DES HUMAINS

Cameroun, 134.7061



Dans un contexte de changements climatiques, comment préserver la planète? C'est le but du Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE), qui propose des alternatives viables à l'agriculture intensive. Notre partenaire accompagne les familles agricultrices et éleveuses de la région des Hauts Plateaux du Cameroun, touchée par une diminution



importante des précipitations et une saison pluvieuse de plus en plus courte. Le projet permet une prise de conscience et une mise en pratique des enjeux et des principes agroécologiques. Les familles bénéficiaires en profitent en termes nutritionnels et en termes de profit financier grâce à la vente de produits transformés. Le CIPCRE œuvre ainsi pour la lutte contre les changements climatiques à travers des actions concrètes. Son programme promeut une agriculture durable, respectueuse de l'environnement, porteuse de développement humain et économiquement performante.

*DM, Cameroun, 134.7061, p. 38*

## PROTÉGER LE CLIMAT, DONNER DU POUVOIR AUX FEMMES : L'AGRICULTURE DURABLE

Tanzanie, 186.1505



Le déboisement des forêts, la désertification et la pollution des sols menacent l'existence de la population du district de Mbarali, en Tanzanie. Sur ses quelque 300 000 habitant-e-s, 83 % travaillent dans l'agriculture.

Le projet de Mission 21 vise à transmettre des connaissances en agroforesterie et à encourager la plantation d'arbres dans le district – ici, des neems (margousiers) et des moringas. Ces deux espèces sont résistantes à la sécheresse, poussent dans le climat local chaud et peuvent être transformées en une grande variété de produits. Les plantations visent à améliorer le microclimat, à ralentir l'érosion des sols et à augmenter le niveau de la nappe phréatique. Le projet est dirigé par des femmes. Il met ainsi l'accent sur l'égalité des genres et offre des avantages pour la santé et l'alimentation de l'ensemble de la population.

*Mission 21, Tanzanie, 186.1505, p. 48*





Siège romand  
Chemin de Bérée 4A  
Case postale 536 | 1001 Lausanne  
Tél. 021 613 40 70  
eglises@eper.ch  
IBAN CH61 0900 0000 1000 1390 5

## ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER)

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) a été fondée en 1946 par la Fédération des Églises protestantes de Suisse. La dignité de tous les êtres humains est au cœur de son engagement : toute personne a le droit à une vie digne et sûre d'un point de vue social, économique et politique.

### Petits moyens, grands effets

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) soutient des projets dans plus de 30 pays, situés sur quatre continents, pour combattre la pauvreté et l'injustice. Grâce à son travail de politique de développement et de politique sociale, l'EPER contribue à un changement systémique en Suisse et à l'étranger. Au niveau international, l'organisation fournit une aide humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés. Elle apporte également son appui au travail diaconal des Églises réformées en

Europe de l'Est et au Proche-Orient. En Suisse, l'EPER répond aux besoins des personnes réfugiées et des personnes socialement défavorisées et s'engage pour leurs droits. Dans ses projets, l'organisation promeut le principe de l'« aide à l'autonomie ». Elle analyse les besoins et les ressources des personnes concernées et les implique dans la réalisation des projets.

Que ce soit dans ses projets internationaux ou dans son travail de sensibilisation aux

thèmes de la politique de développement et de la politique sociale, l'EPER se concentre sur quatre axes thématiques : la justice climatique, le droit à la terre et à l'alimentation, l'asile et la migration, l'intégration et l'inclusion.







© EPER

### Activités de sensibilisation en Suisse

Les activités de sensibilisation menées par l'EPER permettent d'exposer des rapports complexes et de les aborder de manière claire et intéressante lors des cours de catéchisme et des cultes. L'objectif n'est pas seulement d'expliquer les tenants et les aboutissants de la situation mondiale, mais aussi d'inciter chacune et chacun à effectuer les changements à sa portée sur le plan politique et personnel.

### Méthodes de travail de l'EPER

L'EPER travaille à partir des ressources et des besoins de ses bénéficiaires et associe ces derniers à la réalisation des projets. Le personnel de l'EPER entretient un dialogue permanent avec les participant-e-s à ses programmes, ses organisations partenaires, ses donatrices et ses donateurs institutionnels ainsi qu'avec les Églises ré-

### Au service des droits humains

Sur le plan international, l'EPER met tout en œuvre pour que les droits humains fondamentaux, comme le droit à l'alimentation et à l'eau, soient respectés. Elle s'engage aussi pour que les déclarations décisives de l'ONU, telles que la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, ne restent pas des paroles en l'air. Dans les pays marqués par la misère et les inégalités, des

mesures politiques doivent être prises afin d'encourager les petites exploitations agricoles et l'agroécologie. Quant à la Suisse, elle doit veiller à ce que sa politique agricole et commerciale ne porte pas atteinte aux droits des familles paysannes. Les entreprises dont le siège social se trouve en Suisse doivent respecter leurs obligations en matière de droits humains, y compris dans le cadre de leurs activités à l'étranger.

formées. À l'étranger, l'EPER travaille principalement avec des organisations partenaires locales qui connaissent à la fois les bénéficiaires et leur environnement.

*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'EPER et Pain pour le prochain forment une seule et même organisation: l'Entraide Protestante Suisse*

*(EPER). Si les deux œuvres ont décidé d'unir leurs forces et de fusionner, c'est pour mieux faire face aux changements au sein de l'Église et de la société. Quant à l'association de la politique de développement et de la coopération au développement, elle permet d'améliorer l'efficacité des projets et des mesures, en Suisse comme à l'étranger.*

## JUSTICE CLIMATIQUE

305.001

### Faire face aux changements climatiques inévitables et lutter contre les changements climatiques évitables

Actuellement, les changements climatiques représentent le principal défi à la survie de l'humanité. Ils ont déjà des répercussions considérables sur la vie des populations du Sud. Ces dernières subissent de plein fouet leurs effets négatifs : phénomènes météorologiques extrêmes, montée du niveau de la mer, érosion croissante du sol... La recherche scientifique indique que les changements climatiques s'opèrent plus vite que prévu. La nécessité d'agir ne fait désormais plus aucun doute et la « justice climatique » se trouve désormais au cœur des préoccupations. Grâce à des partenariats, notamment avec l'organisation Walhi en Indonésie et le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (World Rainforest Movement – WRM), l'EPER met en lumière les conséquences négatives de la crise climatique dans les pays du Sud. Elle soutient les efforts des populations touchées pour devenir plus résilientes face à ses répercussions et assurer leurs moyens de subsistance.

Les populations des pays du Sud, déjà aux prises avec les changements climatiques, pâtissent également des projets internationaux de « protection des forêts » visant à lutter contre ce phénomène. Et pour cause, la configuration des réserves forestières prive souvent les habitant·e·s de leurs droits fonciers et de leur accès à des ressources vitales comme l'eau et la terre. De ce fait, ils ne peuvent plus prendre soin de la forêt et la préserver de manière traditionnelle. Or, la meilleure façon de la protéger consiste à permettre aux communautés locales de l'exploiter en toute autonomie selon leurs traditions. « C'est avant tout pour les personnes qui en dépendent que nous devons protéger la forêt », souligne Winnie Overbeek, coordinateur international du WRM.

### Lutter contre les grands projets néfastes pour le climat

Notre partenaire indonésien Walhi lutte contre les grands projets néfastes pour le climat comme les centrales à charbon, les barrages ou les plantations de palmiers à huile. L'organisation mène des campagnes nationales et tente des actions en justice main dans la main avec la population locale, afin de préserver le climat, par exemple sur les petites îles menacées par l'élévation du niveau de la mer ou dans les forêts tropicales en danger. Et leurs efforts portent leurs fruits : en 2022, Walhi et la population locale ont pu empêcher la construction d'une centrale à charbon sur l'île de Java. De même, en 2020, la communauté de Silit, dans le Kalimantan occidental, a pu prouver que son exploitation traditionnelle préservait la forêt de manière durable. Elle a obtenu la restitution de 4000 hectares par le gouvernement.

### Le succès des stratégies développées

L'EPER soutient également les stratégies développées par ses partenaires dans les pays du Sud pour réduire les risques climatiques, notamment les mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Dans le cadre de ses activités de politique de développement axées sur le climat,

l'EPER concentre ses efforts sur les responsables des changements climatiques en Suisse et s'engage dans différentes campagnes, notamment au sein de l'Alliance Climatique Suisse et pour l'Initiative pour les glaciers. L'objectif consiste à amener les pouvoirs publics, le secteur privé, les Églises et les paroisses à adopter des politiques efficaces de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Ainsi, l'EPER soutient par exemple les revendications de quatre Indonésien·e·s, qui demandent à Holcim, le groupe suisse spécialisé dans le ciment, une indemnisation pour les dommages climatiques causés sur leur île et des mesures de protection du littoral.

### Conversations carbone

Pour garantir la justice climatique, tous les êtres humains – les générations actuelles et futures – doivent pouvoir vivre dans la dignité. Par conséquent, nous devons prendre nos responsabilités et modifier nos habitudes de consommation et notre mode de vie. C'est pourquoi l'EPER et Action de Carême proposent des Conversations carbone dans les églises, afin de réduire leur empreinte carbone et celle de leur paroisse. Ceci à travers six soirées portant sur différentes thématiques comme la mobilité, l'alimentation ou encore la consommation.



### Exemples de projets du programme Justice climatique

490.919 Monde

Renforcement des communautés locales pour la préservation de leur lieu de vie, World Rainforest Movement

490.920 Indonésie

Justice pour les victimes des changements climatiques, Walhi

## DROIT À LA TERRE ET À L'ALIMENTATION

305.003

« On nous a dit que l'arrivée de l'entreprise améliorerait nos vies. Nous ne savions pas que, loin d'être une bénédiction, la plantation serait un véritable enfer », résume un

paysan. Au Libéria, les monocultures d'hévéas (arbres à caoutchouc) ont privé nombre d'habitants de leurs terres fertiles, dont ils dépendaient pour vivre. Des forêts sacrées



et des sépultures ont été détruites et l'accès à l'eau est de plus en plus difficile. Deux villages ont dû céder face à la destruction de leurs terres par des bulldozers et à l'intimidation exercée par l'entreprise. Ils ont été remplacés par des plantations d'hévéas.

L'EPER travaille en étroite collaboration avec son organisation partenaire Green Advocates et s'engage, au Libéria et à l'échelle internationale, pour défendre les droits fonciers de ces communautés villageoises qui ont perdu leurs terres et leurs forêts à cause des plantations d'hévéas. Outre l'amélioration concrète des conditions de vie des communautés, l'EPER et Green Advocates défendent leurs droits au niveau politique et juridique.

### Améliorer les conditions de vie des victimes

Comme en témoigne l'expérience de femmes camerounaises, il est possible de faire entendre sa voix auprès des entreprises productrices d'huile de palme et du gouvernement. L'EPER soutient les femmes et les communautés villageoises victimes d'accaparement des terres dans leurs efforts pour revendiquer leur droit à la terre. En Asie également, l'accaparement des terres représente un problème de taille. Premier et principal réseau de protection de l'environnement et des droits humains en Indonésie, Walhi œuvre à tous les niveaux pour préserver l'environnement, et en particulier les forêts tropicales du pays. Grâce à des campagnes, des actions en justice, des conférences et des interventions courageuses sur le terrain, Walhi accomplit un travail inestimable pour sauvegarder la nature et les moyens de subsistance de la population en Indonésie.

### Les semences, indispensables à la sécurité alimentaire

Outre les terres agricoles, les semences jouent un rôle essentiel en matière de sécu-



rité alimentaire. Les systèmes de semences paysannes constituent la base de l'alimentation quotidienne dans la plupart des pays en développement. Or, des groupes agro-alimentaires tels que Syngenta ou Bayer/Monsanto cherchent à faire adopter des lois pour que les grandes entreprises aient le monopole des semences. À terme, la diversité des semences serait détruite. C'est le cas au Honduras, où l'EPER et son organisation partenaire Asociación Nacional para el Fomento de la Agricultura Ecológica (ANAFAE) luttent vigoureusement contre ce phénomène.

« Depuis des milliers d'années, les paysannes et les paysans sélectionnent leurs propres semences », explique Octavio Sanchez d'ANAFAE. Au Honduras, la loi dite « Monsanto » met en péril cette précieuse tradition, car elle interdit aux familles paysannes de réutiliser les graines issues de leurs récoltes une fois qu'elles ont été mélangées à des semences certifiées. Ces familles se retrouvent contraintes de s'approvisionner auprès des grands semenciers. Or, « la plupart des personnes qui cultivent leur propre terre n'ont pas les moyens d'acheter chaque année de nouvelles semences », déplore Octavio Sanchez. Les multinationales prétendent que

les variétés mises au point par leurs soins sont plus productives et résistantes et qu'elles contribuent à lutter contre la sous-alimentation, les maladies et les insectes. Des arguments que l'agronome Octavio Sanchez contredit avec aplomb : « La problématique des semences est avant tout une question de puissance économique et de commerce. » Qui plus est, ces semences sélectionnées ne fonctionnent pas sans l'adjonction de pesticides et d'engrais de synthèse, qui sont des produits coûteux et nocifs pour l'environnement. Autant de raisons qui ont amené ANAFAE à déposer un recours contre la loi Monsanto. Pour promouvoir la diversité des semences dans toute la région, ANAFAE a rejoint l'Alliance latino-américaine pour la préservation de la diversité des semences. Cette organisation atteint ses objectifs avec des stratégies et des campagnes de sensibilisation régionales.

En exigeant la mise en œuvre de lois de protection des obtentions végétales plus strictes dans ses traités de libre-échange, la Suisse défend les intérêts des multinationales, comme en témoignent les accords conclus avec l'Indonésie ou la Malaisie. En collaboration avec d'autres organisations, l'EPER milite activement contre cette pratique grâce au lobbying et à la sensibilisation.

### Renforcer les droits des paysannes et des paysans

En Suisse, l'EPER milite aux côtés de ses partenaires locaux pour que le pays intègre à sa politique étrangère la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, une résolution ayant pour fondements le droit à la terre et aux semences. L'EPER s'engage à l'échelon gouvernemental et parlementaire pour garantir la mise en œuvre de cette déclaration.

### Exemples de projets du programme Droit à la terre et à l'alimentation

490.901	Monde	L'accès à la terre et la diversité des semences garantissent l'alimentation, GRAIN
490.902	Bénin	Lutte contre l'accaparement des terres en Afrique de l'Ouest, Synergie Paysanne
490.903	Sierra Leone	Préserver l'accès à la terre pour lutter contre la faim, SiLNORF
490.904	Indonésie	Résister à l'accaparement des terres pour la production d'huile de palme, Walhi
490.905	Afrique de l'Ouest	Engagement contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, GRAIN
490.906	Afrique de l'Ouest	Des organisations paysannes défendent leur accès à la terre, Convergence
490.907	Cameroun	Des femmes luttent contre la violence sur les plantations, RADD
490.908	Malaisie, régions d'Afrique, Honduras	Des communautés villageoises luttent contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, FOEI
490.909	Libéria	Défense des droits humains dans la culture d'hévéas, Green Advocates
490.911	Honduras	L'agriculture écologique ouvre des perspectives aux familles paysannes, ANAFAE
490.912	Mali	Des femmes protègent leurs variétés de légumes et de céréales locales, COFERSA
490.914	Amérique latine	Alliance latino-américaine pour la préservation de la diversité des semences
490.995	Cameroun	Promotion des semences paysannes au Cameroun, RADD
490.997	Indonésie	Production d'huile de palme écologique et juste, Sawit Watch



Les guerres, les conflits, la violence, les violations des droits humains, la pauvreté et les répercussions des changements climatiques contraignent toujours plus de personnes à quitter leur pays. Elles empruntent souvent des voies dangereuses et courent le risque d'être victimes de violence, d'exploitation et de discriminations. Depuis sa création en 1946, l'EPER défend les personnes réfugiées et déplacées.

Aujourd'hui, l'organisation assure des services de représentation et de conseil juridiques pour les personnes réfugiées et migrantes. Elle favorise aussi, grâce à divers projets d'intégration, une participation égalitaire des personnes migrantes à la vie sociale.

Dans le cadre de son engagement sociopolitique, l'EPER prend position sur la politique suisse en matière d'asile, de migration et d'intégration. Elle permet ainsi aux

personnes réfugiées et migrantes de faire entendre leur voix dans les sphères politique, économique et sociale, et défend une politique d'asile et de migration conforme aux droits humains et tournée vers l'avenir.

## Intégration et égalité des droits

Partout dans le monde, les inégalités sociales augmentent. La pandémie de COVID-19 et les changements climatiques ont renforcé cette tendance. En plus de se trouver dans des situations financières extrêmement critiques, les personnes défavorisées sont bien souvent stigmatisées et marginalisées par la société.

Partant du principe que tous les êtres humains sont égaux, l'EPER s'engage pour une cohabitation inclusive et juste. Dans la poursuite de cet objectif principal, l'EPER soutient les groupes de population défavorisés grâce à des mesures d'intégration axées sur l'individu. Le potentiel et l'égalité des chances sont au cœur de la démarche, et non l'origine, l'apparence physique ou le statut de séjour. À travers près de 60 projets menés dans 14 cantons, l'EPER se mobilise pour que tout le monde en Suisse puisse participer, sur un pied d'égalité, à la vie sociale, culturelle, politique et économique du pays.

L'œuvre d'entraide soutient les participant-e-s aux projets, afin qu'ils puissent mener leur vie en toute autonomie, mais aussi réduire les risques sociaux auxquels ils sont confrontés et se protéger des inégalités et de la discrimination. Elle met l'accent sur l'insertion professionnelle, la structuration du quotidien, les liens sociaux, l'accompagnement au logement, la langue, la petite enfance, la formation des parents, et l'âge et la migration.

À l'étranger aussi, l'EPER s'engage pour les droits des personnes réfugiées et déplacées. Dans ce cas, il s'agit avant tout de couvrir leurs besoins de base à court terme. D'une part, en garantissant l'accès à l'eau potable, à l'hygiène, à la nourriture et à l'éducation. D'autre part, en favorisant les sources de revenus, l'inclusion et la cohabitation pacifique entre les réfugié-e-s et la population locale. L'EPER renforce également la résilience et les mécanismes de protection face aux changements climatiques et contribue, grâce à son travail de coopération au développement et à ses activités en faveur de la paix, à la mise en place de gouvernances responsables et inclusives. De cette manière, elle participe à créer dans les pays du Sud des perspectives économiques et écolo-





giques permettant de réduire la pression migratoire.

L'organisation intervient aussi pour aider les groupes de population défavorisés à revendiquer leurs droits en dialoguant avec l'État ou le secteur privé et à lutter contre la discrimination. L'objectif est de garantir l'égalité des droits pour tou-te-s ainsi que l'inclusion économique et sociale des personnes discriminées, leur participation politique et leur accès à l'éducation. L'EPER soutient tout particulièrement les femmes et les filles, les sans-terre, les personnes victimes de conflits et autres minorités discriminées. Par exemple, l'EPER promeut l'inclusion de la minorité rom en Eu-

rope du Sud-Est. Elle soutient notamment les filles et les femmes roms dans les domaines de l'éducation et de l'insertion professionnelle, car elles sont souvent confrontées à de multiples discriminations en raison de leur appartenance ethnique et des structures patriarcales de leur communauté.

En République démocratique du Congo, l'EPER accompagne les femmes victimes de violences dans le cadre du conflit armé de longue date. Ces femmes se retrouvent exclues de la société. L'organisation leur fournit des conseils juridiques et soutient leur réinsertion sociale. Au Bangladesh, l'EPER œuvre pour que les groupes de po-

pulation marginalisés, tels que les Dalits et les Adibashis, connaissent leurs droits et les revendiquent auprès de l'État et du reste de la population.

En Ouganda, l'œuvre d'entraide soutient les efforts des réfugié-e-s et des communautés locales pour améliorer durablement leurs moyens de subsistance et cohabiter de manière pacifique.

En Israël/Palestine, nombre de personnes sont victimes d'expulsions. L'EPER s'engage pour les droits des familles concernées. Elle promeut la cohésion sociale à Gaza et l'échange entre les organisations de la société civile israéliennes et palestiniennes. Elle sensibilise l'opinion publique aux droits de ces familles, à la discrimination et aux expulsions. Par ailleurs, elle encourage un rapprochement entre les récits juif et arabe du conflit dans le discours public. En Suisse et en Europe aussi, l'EPER s'engage pour une résolution du conflit israélo-palestinien fondée sur le droit.

Actuellement, l'EPER apporte son soutien aux personnes déplacées ou réfugiées à cause de la guerre en Ukraine. Suivant leur situation, ces personnes reçoivent un soutien financier, un logement, des denrées alimentaires ou des articles d'hygiène. Elles peuvent bénéficier de soins médicaux, de cours de langue, d'un suivi psychosocial ou de conseils juridiques.

Dans d'autres pays aussi, notamment en Colombie, au Honduras, au Sénégal, au Cambodge et au Myanmar, l'EPER œuvre pour les droits et l'inclusion des personnes persécutées, discriminées ou victimes de conflits.

### Exemples de projets Asile et migration

605.323	Israël/Palestine	Protection et défense des droits humains en Israël et en Palestine
605.342	Israël/Palestine	Promotion des initiatives des jeunes pour renforcer la cohésion sociale
786.011	Ouganda	Amélioration des conditions de vie pour les réfugié-e-s et la population locale
788.400	République démocratique du Congo	Promotion de la paix par l'égalité des genres

### Exemples de projets Intégration et égalité des droits à l'étranger

610.314	Bangladesh	Des terres et du bétail pour les Dalits et les Adibashis
788.381	République démocratique du Congo	Prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles
926.330	Kosovo	Éducation et amélioration des conditions de vie pour les Roms

### Exemples de projets Intégration et inclusion en Suisse

560.018	Service d'Aide Juridique aux Exilé-e-s (SAJE)
560.019	Nouveaux Jardins
560.038	Diversi'Team – Intégration des personnes migrantes par le sport



## INCLUSION : RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE EN SUISSE

223.007

### Campagne suisse de l'EPER et Dimanche des réfugié·e·s 2023

*Comment vivre ensemble dans la solidarité en Suisse? Comment obtenir une société inclusive, à laquelle tous les individus, y compris les personnes socialement défavorisées, puissent participer?*

Chaque printemps, à l'occasion de sa campagne suisse et du Dimanche des réfugié·e·s, l'EPER aborde des problèmes de société auxquels elle est confrontée dans le cadre de son travail en Suisse. Sur la base de l'expérience des personnes socialement défavorisées telles que les réfugié·e·s, les chômeuses et les chômeurs de longue date

ou les personnes touchées par la précarité, l'EPER informe et sensibilise l'opinion publique sur des réalités de vie difficiles et souvent méconnues ainsi que sur les inégalités en Suisse.

La campagne suisse de l'EPER vise non seulement à sensibiliser les individus, mais aussi à les pousser à agir: en faisant preuve d'ouverture, en discutant avec une personne «étrangère», en faisant un don pour les personnes socialement défavorisées, en participant à une action politique ou à une votation, ou encore en s'engageant bénévolement pour les réfugié·e·s. La campagne suisse offre aux Églises et aux personnes des moyens concrets d'agir ensemble pour une Suisse solidaire et inclusive.

### Appel au courage et à l'ouverture

Des crises telles que les changements climatiques, la pandémie de coronavirus ou la guerre en Ukraine mettent notre société face à de nouveaux défis. Les inégalités sociales augmentent, le monde du travail évolue. Ces changements peuvent être source de doutes ou de craintes, voire, dans le pire

des cas, de comportements xénophobes et individualistes. Or, quelle que soit leur origine, les réfugié·e·s en Suisse ont besoin non seulement de protection, mais aussi de possibilités de participation et de perspectives. Afin de lutter contre l'évolution actuelle, l'EPER promeut le courage et l'ouverture dans sa campagne suisse: l'ouverture aux rencontres et au dialogue; le courage de façonner une société inclusive et solidaire. Cela implique de revenir sur certaines questions essentielles autour de la cohabitation, de reconnaître et d'éliminer les discriminations existantes et de créer les conditions-cadres nécessaires pour que chacun·e puisse mettre à profit son potentiel en Suisse.

En tant que paroisse, vous pouvez participer activement à la campagne suisse 2023 en diffusant les documents de la campagne sur vos réseaux, en soutenant les programmes de l'EPER en Suisse grâce à un don généreux ou en façonnant avec nous le Dimanche des réfugié·e·s 2023. Un grand merci!





## LE SÉNÉGAL À L'HONNEUR

Ciné-lunchs et campagne  
nationale 2023 de l'EPER

222.009

Chaque année, à l'occasion de sa campagne nationale, l'EPER met en lumière ses projets à l'étranger. Elle utilise un projet « vitrine » afin de présenter ses pays d'intervention, ses méthodes de travail, les personnes avec lesquelles elle collabore sur place ainsi que celles qui participent à ses projets. Des réfugié·e·s dans les camps au Liban au personnel du service de soins à domicile en Roumanie, en passant par les militantes des droits des femmes en Colombie, les personnes sont au cœur de cette campagne. Cette dernière met en avant leurs histoires, les défis qu'elles rencontrent et leur lutte, avec le soutien de l'EPER, pour une vie meilleure.

L'outil principal de la campagne nationale est un film d'une cinquantaine de minutes produit en collaboration avec la réalisatrice suisse Barbara Miller. Cette dernière travaille comme documentariste indépendante depuis 2001. Ses films *Forbidden Voices* (2012) et *#Female Pleasure* (2018) ont reçu de nombreux prix. Les films transmettent des connaissances, éveillent des émotions et offrent un accès immédiat à des thèmes complexes. Pour ces raisons, le film annuel de la campagne de l'EPER, qui porte sur un projet spécifique, est un

moyen idéal de rendre concret le travail de l'organisation et de susciter des réflexions et des discussions en lien avec ses thèmes de travail.

La première du film de la campagne a lieu chaque année fin août au cinéma Arthouse Le Paris, à Zurich. Des projections sont ensuite organisées dans plusieurs villes de Suisse romande et de Suisse alémanique. Les ciné-lunchs sont l'occasion non seulement de découvrir le travail concret de

l'EPER à travers un projet en particulier, mais aussi d'échanger avec le personnel de l'organisation.

Outre le film, l'EPER met à disposition des paroisses d'autres supports en lien avec le thème de la campagne, leur permettant d'aborder ce dernier avec leurs paroissien·ne·s, de les familiariser avec le travail de l'EPER et de récolter des dons pendant les semaines qui précèdent Noël. Les paroisses peuvent également projeter le film de l'EPER lors d'une soirée cinéma. En outre, des collaboratrices ou des collaborateurs de l'EPER se déplaceront volontiers pour une présentation ou une soirée de discussion au sein de votre paroisse.

### En 2023, gros plan sur le Sénégal

Le Sénégal est au cœur de la campagne nationale 2023. Ce pays d'Afrique de l'Est est certes l'un des plus stables de la région, mais les familles paysannes ainsi que les éleveuses et les éleveurs qui y vivent sont confrontés à l'absence de fertilité et à l'érosion des sols, au manque de précipitations ainsi qu'à l'insuffisance des moyens de production. En outre, les communautés rurales doivent faire face aux répercussions des changements climatiques. En 2023, le film de l'EPER mettra en lumière le soutien apporté par l'organisation aux familles d'éleveuses et d'éleveurs nomades du Sahel, dans le nord-est du pays, afin de garantir leur accès aux pâturages et de développer des chaînes de valeur ajoutée rentables.

**Merci de soutenir la campagne nationale de l'EPER!**



## DES CADEAUX QUI FONT COUP DOUBLE

Quand Noël approche, nombre de personnes cherchent des idées originales de cadeaux. De préférence, ces derniers doivent être fabriqués de manière écologique, ne pas engendrer des montagnes de déchets et être durables. Et si vous offriez une ruche, une marmite de soupe, un colis d'aide d'urgence ou une chèvre?

L'action de l'EPER «Offrir son aide» propose plus de 50 idées cadeaux qui font coup

double: ils profitent à la fois aux personnes auxquelles ils sont offerts et à celles qui en ont vraiment besoin. Ainsi, une **marmite de soupe** à CHF 70 permet de nourrir 25 enfants en Ukraine pendant une semaine. Les **chèvres** et les **ruches** servent par exemple d'aides de départ pour les paysannes éthiopiennes. Quant au **colis d'aide d'urgence** à CHF 50, il permet d'assurer l'alimentation d'une famille démunie pendant deux semaines.

Chaque cadeau est accompagné d'un certificat et d'une enveloppe, que vous pouvez par exemple vendre lors d'une **vente de charité**. Les recettes sont reversées aux projets de l'EPER.

Plus le nombre de personnes engagées sera élevé, plus les effets seront grands: grâce à une **collecte**, vous pourrez par exemple offrir un **puits** à un village entier ou un **abri durable** à une famille réfugiée, lui permettant ainsi d'avoir un toit et de dormir au chaud.

**Nous vous conseillons volontiers personnellement.**

Appelez-nous au +41 21 613 44 56.

**Vous trouverez tous les produits sur:**  
[www.offrir-son-aide.ch](http://www.offrir-son-aide.ch)

## NOUVEAUTÉS

Perroquet, CHF 125

### L'ami du climat.

Nombre d'espèces de perroquets sont aujourd'hui menacées, car leur habitat est en grande partie détruit pour faire place nette aux plantations de palmiers à huile et aux pâturages. Dans la savane encore intacte du Cerrado brésilien, ces animaux et les communautés traditionnelles vivent en harmonie avec la nature. L'EPER soutient les efforts de ces communautés pour protéger leur habitat de la déforestation. Cela, afin de préserver la biodiversité, si précieuse pour le climat.



Clé, CHF 65

### Une clé qui ouvre les cœurs.

Cette clé est spéciale: elle ouvre à celle ou à celui qui la possède les portes de son logement, mais aussi celles de la société et de la convivialité. Tout aussi polyvalente est l'offre de l'EPER en Suisse pour celles et ceux qui ont besoin de soutien.



Dromadaire, CHF 600

Kiosque, CHF 350

### Un petit commerce pour bien débiter en affaires.

Acheter de grandes quantités sur le marché régional et les revendre au détail dans son village: il s'agit là d'une pratique commerciale courante pour les femmes dans les pays où leurs perspectives d'emploi sont très limitées. En vendant des denrées alimentaires et autres biens de première nécessité, elles gagnent de l'argent pour subvenir à leurs besoins. Un kiosque offre aux femmes davantage d'autonomie.

### Un compagnon fort et endurant.

En raison du manque de pâturages et de points d'eau, la région sahélienne du Niger est régulièrement le théâtre de conflits entre communautés paysannes sédentaires et familles d'éleveuses et d'éleveurs nomades. L'EPER organise donc des discussions entre les actrices et les acteurs clés. Elle les forme aux droits fonciers ainsi qu'aux droits des éleveuses et des éleveurs. Elle balise des couloirs de transhumance et répare les puits. Cela, afin d'encourager une exploitation pacifique et durable du territoire, à même de nourrir tout le monde.





## BANGLADESH

Programme pays  
361.000

Le Bangladesh a obtenu son indépendance en 1971. Malgré son essor économique et des progrès sociaux importants, notamment dans les domaines de la santé et de la formation, le pays est politiquement instable et en proie à la corruption. Il souffre aujourd'hui encore d'une pauvreté généralisée. Le Bangladesh est situé dans l'un des plus grands deltas du monde, à quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer. Le pays est de ce fait très exposé aux inondations et fréquemment frappé par des cyclones tropicaux. Une situation d'autant plus dramatique qu'il s'agit d'un des pays les plus densément peuplés au monde, avec une grande partie de la population vivant dans une pauvreté extrême. Ainsi, plus de 30 % des Bangladais-e-s vivent avec moins de USD 1,25 par jour. Les projets de l'EPER s'adressent aux minorités sociales, ethniques et religieuses : les Dalits, également connus sous le nom d'«intouchables», et les Adibashis, un peuple indigène confronté à de nombreuses difficultés dans le pays.

### Objectifs, priorités thématiques et activités

L'objectif du programme pays consiste à garantir l'inclusion sociale des Dalits et des Adibashis dans la région nord-ouest du Bangladesh. Pour y parvenir, l'EPER poursuit les activités suivantes :

- renforcement des communautés pour qu'elles puissent faire valoir leurs droits ;
- égalité des droits et garantie de l'accès aux prestations publiques ;
- garantie de l'accès à la terre ;
- augmentation des revenus des ménages ;
- amélioration des relations avec la population ;
- renforcement de la sécurité des personnes ;
- inscription des droits des minorités dans la législation.

Dans ce cadre, l'EPER et ses partenaires s'appuient sur des processus participatifs

et sur le rôle actif des communautés dalit et adibashi. Les bases de la transition sociale visée sont la mobilisation, l'organisation et le fonctionnement en réseau de ces communautés. En multipliant les rencontres, les organisations partenaires de l'EPER encouragent la prise de conscience sur les droits et les devoirs des communautés, sur les conséquences négatives du mariage des enfants ou de l'abus d'alcool et sur l'importance de l'éducation scolaire, d'un système de santé accessible à tou-te-s et des normes d'hygiène. Les écoles enfantines, les cours de soutien scolaire et les événements sportifs ou culturels sont autant de moyens de renforcer la confiance en soi des enfants et des jeunes, tout en leur permettant de décrocher un titre scolaire et d'élargir leurs perspectives d'avenir.

L'EPER collabore avec les autorités et des dignitaires bangladais pour mettre fin à l'exclusion sociale des minorités dalit et adibashi et aux atteintes aux droits humains. Elle concentre ses efforts sur le

conseil juridique et le lobbying pour lutter contre l'accapement des terres.

Des campagnes d'information et de sensibilisation tentent de dissiper la méfiance envers les minorités, afin que les Dalits et les Adibashis soient considérés comme des citoyennes et des citoyens dotés des mêmes droits que le reste de la population.

L'EPER vise également l'amélioration de la situation économique des groupes de population discriminés. Dans ce but, les communautés dalit et adibashi constituent des groupes de productrices et de producteurs et bénéficient d'un accès à des connaissances, à des informations, à des prestations et à des marchés pour revendre les viandes de bœuf et de volaille qu'elles produisent. Elles peuvent également apprendre un métier de l'artisanat, par exemple la fabrication de matelas.

Enfin, l'EPER œuvre pour l'inscription des droits des minorités dans la législation grâce à divers projets de plaidoyer.



### Exemples de projets du programme pays Bangladesh

610.314	Districts de Thakurgaon et de Dinajpur	Des terres et du bétail pour les Dalits et les Adibashis (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 558 799)
610.416	Districts de Rangpur, Lalmonirhat, Rajshahi, Natore, Chapai Nawabganj, Naogaon, Joypurhat, Dinajpur, Nilphamari et Thakurgaon	Dalits et Adibashis unissent leurs efforts (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 88 231)
610.420	Dhaka	Campagne nationale pour les droits des Dalits et des Adibashis (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 132 347)



Le programme de l'EPER au Brésil se concentre sur la région du Cerrado, une savane qui s'étale sur 11 États fédéraux et sur le district fédéral de la capitale, Brasília. La plupart des activités se déroulent dans les États fédéraux de Minas Gerais, Goiás, Bahia et Mato Grosso do Sul. Les thématiques principales sont l'accès à la terre et à l'eau, la préservation de la biodiversité, la promotion d'une agriculture durable, le développement de chaînes de valeur ajoutée – de la production à la commercialisation, en passant par la transformation – et enfin le renforcement de la société civile. Un travail de plaidoyer est réalisé à l'échelle nationale et internationale afin que les communautés rurales, les paysannes et les paysans sans terre, ainsi que les communautés autochtones et traditionnelles soient en mesure de revendiquer leurs droits à la terre, à un territoire et à l'alimentation.

#### Accès à la terre et maintien de la biodiversité

L'EPER travaille entre autres avec l'organisation Terra de Direitos, qui aide les familles paysannes et les communautés traditionnelles à préserver la biodiversité et à obtenir un droit d'usage agricole. L'EPER est partenaire de l'organisation Processo de Articulação e Diálogo (PAD) depuis 2016. Avec l'appui du réseau ecclésial brésilien, cette organisation soutient les populations rurales dans la défense de leurs droits humains, notamment leurs droits territoriaux. En collaboration avec l'organisation de base Comissão em Defesa dos Direitos das Comunidades Extrativistas (Codecex), l'EPER favorise la reconnaissance et le respect des droits et de l'importance des activités économiques et des services écologiques des cueilleuses et des cueilleurs de fleurs traditionnels vivant au nord de

Minas Gerais. Les droits d'usage des cueilleuses et des cueilleurs de fleurs sont renforcés, tout comme leur droit à être consultés si des tiers veulent intervenir sur leurs territoires traditionnels. Dans le cadre d'une autre collaboration avec FIAN Brasil, l'EPER aide deux peuples traditionnels qui vivent au nord de Minas Gerais, les Geraizeiros et les Quilombolas, à se défendre contre les violations des droits humains en relation avec l'ouverture d'une mine.

L'EPER soutient plusieurs projets d'encouragement de l'agriculture écologique. Ainsi, le Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA), organisation partenaire de l'EPER, forme des familles paysannes en agroécologie. Il aide les communautés paysannes et les minorités ethniques à lutter pour leurs droits fonciers et contre les destructions massives de l'environnement par les monocultures et les industries minières. La Cooperativa Grande Sertão (CGS) et le Centro de Desenvolvimento Agroecológico do Cerrado (CEDAC), deux autres organisations partenaires de l'EPER, s'engagent pour la biodiversité à


travers la création de chaînes de valeur ajoutée et la transformation de différents produits du Cerrado. Par exemple, des huiles riches sont tirées des plantes pour assaisonner des plats ou fabriquer des barres de fruits secs et de céréales, des biscuits et des confitures. Le projet inclut la production et la vente d'herbes séchées.

#### Renforcement des familles paysannes et des communautés traditionnelles

Dans la région irriguée par le Rio Pardo, l'extension des plantations d'eucalyptus et de café, ainsi que d'autres grands projets, représentent un risque pour la terre et l'eau, et donc une menace pour les moyens de subsistance des familles paysannes. Grâce à un travail exhaustif de plaidoyer, fourni principalement par le Centro de Estudos e Ação Social (CEAS), une autre organisation partenaire de l'EPER, la population a pu se défendre contre les atteintes à son environnement. L'EPER soutient des méthodes d'agriculture durables ainsi qu'un processus de suivi, par la population civile, des quantités d'eau disponibles dans le bassin versant du Rio Pardo.



#### Exemples de projets du programme pays Brésil

812.359	 Goiânia, Cerrado	Accès à la terre et au marché pour les familles paysannes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 84 845)
812.373	Bahia et Minas Gerais	Titres fonciers et promotion de méthodes agricoles biologiques (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 170 354)
812.380	Mato Grosso do Sul	Jardins pour une autosuffisance saine des Guaraní Kaiowá (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 62 009)
812.385	Cerrado	Droit à la terre et protection de la diversité culturelle et biologique (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 176 883)
812.387	Cerrado	Terres et revenus pour les communautés traditionnelles (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 384 670)
812.390	Cerrado	Défense des droits et écosystèmes des communautés traditionnelles (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 221 511)



## CAMBODGE

Programme pays  
365.200

Le Cambodge compte parmi les pays les plus pauvres d'Asie. 80 % de la population cambodgienne vit dans les zones rurales. L'EPER soutient des projets dans les six provinces de Kampong Chhnang, Kratie, Mondulhiri, Koh Kong, Pursat et Tbong Khmum ainsi qu'à l'échelle nationale.

### Améliorer l'accès des familles paysannes aux marchés et aux services

Pour accroître leur production et leurs bénéfices, les familles paysannes cambodgiennes doivent pouvoir accéder aux marchés et aux divers services de soutien à l'agriculture. L'amélioration des connaissances et du pouvoir de négociation de ces familles sont des conditions préalables à cela. À cette fin, l'EPER vise le développement du marché avec toutes les personnes

impliquées dans les chaînes de valeur ajoutée (paysannes et paysans, fournisseuses et fournisseurs d'intrants agricoles, pouvoirs publics, négociant-e-s, exportatrices et exportateurs). Actuellement, les projets portent sur l'amélioration des filières poivre dans les provinces de Tbong Khmum, Pursat et Koh Kong et d'une filière noix de cajou dans celles de Mondulhiri et Kratie. L'EPER soutient notamment plus de 1200 familles paysannes dans la production et la commercialisation du poivre. En 2018, l'œuvre d'entraide et son organisation partenaire ont mis au point une stratégie nationale relative à la filière poivre à l'intention du gouvernement cambodgien. L'EPER soutient la fédération des actrices et des acteurs du secteur du poivre au Cambodge qui en a résulté. Ce groupe s'engage pour la défense des préoccupations des coopératives de poivre et pour les personnes travaillant dans le négoce et la transformation à l'échelle nationale. Il soutient la commercialisation du poivre à l'échelle internationale.

### Accès sûr à la terre et aux autres ressources

En raison d'un état de droit défaillant et de l'absence de cadastre, les expropriations se sont multipliées ces dernières années, privant des familles paysannes de leur terre et donc de leur seul moyen de subsistance. Par ailleurs, les litiges entre agricultrices et agriculteurs sont de plus en plus fréquents à cause du manque de clarté par rapport aux droits fonciers. L'EPER soutient les familles paysannes, ainsi que les communautés indigènes, dans leurs efforts pour s'assurer un accès aux ressources naturelles de leur région et encourage la médiation avec les grands investisseurs. Elle aide les communautés des villages indigènes à obtenir des titres fonciers collectifs.

### Renforcement du dialogue et gestion des conflits

Au Cambodge, la méfiance et les conflits latents paralysent le développement des milieux ruraux. En raison des tensions politiques que traverse actuellement le pays et de la dissolution forcée du parti d'opposition, différentes fractions se sont constituées dans les villages. Pour favoriser le dialogue et rétablir la confiance, l'EPER encourage les formations continues autour du traitement des conflits et de la promotion de la paix. Ces formations s'adressent aux représentants et aux représentants de la société civile, aux autorités et aux membres des organes de conciliation traditionnels.

### Innovations pour la sécurité alimentaire et résilience face aux changements climatiques

Récoltes insuffisantes, prix de vente trop bas pour les produits agricoles, revenus additionnels précaires en dehors du secteur agricole et endettement sont autant de facteurs qui expliquent pourquoi de nombreux ménages ne bénéficient pas d'une sécurité alimentaire. À cela s'ajoutent les effets néfastes du réchauffement climatique. L'EPER teste des idées innovantes pour garantir la sécurité alimentaire et renforcer la résilience de la population face aux changements climatiques.

### Exemples de projets du programme pays Cambodge

652.323	Tbong Khmum, Pursat, Koh Kong	Sortie de la précarité grâce à la culture du poivre (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 174 000)
652.326	Kampong Chhnang et Pursat	Des communautés rurales régulent l'accès à la terre et à l'eau (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 174 000)
652.330	Cambodge	Défense des familles paysannes et des peuples indigènes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 40 368)
652.338	Pursat	L'innovation au service de la sécurité alimentaire (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 206 016)
652.346	Mondulhiri/Kratie	Culture et commercialisation des noix de cajou (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 457 967)





cale faiblement peuplée regorge de richesses telles que le pétrole, le charbon, l'or et l'eau, environ 70 % de la population y vit dans la pauvreté.

### Protection des ressources naturelles, droits fonciers et moyens de subsistance des familles paysannes

L'EPER soutient les communautés rurales dans leur lutte pour obtenir des titres fonciers et dans leurs efforts pour préserver la biodiversité et les ressources naturelles. Elle joue un rôle essentiel dans la protection des forêts tropicales humides et la défense des droits fonciers individuels et collectifs, menacés par les pressions expansionnistes des industries minières et de l'agrobusiness. En encourageant une agriculture écologique et diversifiée, le programme aide les familles paysannes à mieux s'alimenter et à trouver des alternatives à la culture de coca, par exemple en plantant du riz ou du cacao.

### Protection et sécurité des personnes

En collaboration avec ses organisations partenaires, l'EPER renforce la protection et la sécurité de la population rurale et de ses représentant·e·s dans les régions touchées par les conflits. Concrètement, elle revendique le respect des droits humains, la protection et la sécurité pour toutes et tous – en particulier pour les représentantes et les représentants locaux ainsi que pour les défenseuses et les défenseurs des droits humains et de l'environnement. Elle instaure aussi des mécanismes pour résoudre les conflits et encourager les personnes touchées par la violence à se protéger elles-mêmes.

### Engagement des femmes dans le processus de paix

En partenariat avec l'organisation de femmes Organización Femenina Popular (OFP), l'EPER soutient les femmes et les jeunes dans leur engagement pour une paix durable. En plus d'offrir un suivi, des conseils, des formations et de favoriser la participation des femmes, il s'agit de mettre en place des mesures de protection, de renforcer la sécurité et d'améliorer l'accès au système judiciaire. Le programme comprend aussi des projets visant l'amélioration des conditions socioéconomiques et la création de diverses sources de revenus pour les femmes – autant de facteurs indispensables à une paix durable.

## COLOMBIE

Programme pays  
384.200

En Colombie, la population rurale est menacée par le conflit de longue date entre le gouvernement et la guérilla des FARC, la culture de coca et le trafic de drogues tenu par les mafias qui lui est associé, les projets miniers et les monocultures surdimensionnées. Cela engendre de la violence et des familles paysannes sont expulsées de leurs villages d'origine. Le gouvernement ne montre guère d'intérêt à la mise en œuvre de l'accord de paix, et encore moins à celle de la réforme agraire prévue dans l'accord. Pis encore, le vide créé par le désarmement des FARC a laissé place à de nouveaux cartels de la drogue et au crime organisé. De plus, depuis l'accord de paix, des régions désormais plus accessibles sont devenues

intéressantes pour les industries minières et l'agrobusiness. Résultat : les droits humains sont bafoués, l'eau est polluée à cause des projets miniers et les écosystèmes sont détruits par la déforestation. À cela s'est ajoutée en 2020 la pandémie de COVID-19, qui a frappé durement la Colombie. Elle a entraîné un appauvrissement dramatique de la classe moyenne tandis que les super-riches se sont encore enrichis.

Le flux énorme de personnes réfugiées en provenance du Venezuela, qui s'élève à près de 1,8 million d'individus, pose également problème. Ce mouvement migratoire pèse sur la population et sur les infrastructures des régions colombiennes, qui souffrent déjà de faiblesse structurelle et sont le théâtre de conflits armés depuis plusieurs dizaines d'années. Le programme pays se concentre sur le Magdalena Medio et les départements de Santander, de Bolivar et d'Antioquia. Bien que cette région tropi-

### Exemples de projets du programme pays Colombie

842.378	Magdalena Medio	Les femmes revendiquent le droit à l'alimentation (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 146 424)
842.395	Magdalena Medio	Défense des ressources naturelles par les familles paysannes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 177 101)

# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Programme pays  
378.801

Dans la province du Nord-Kivu, les conflits armés entre l'armée congolaise et les différents groupes rebelles sont récurrents. L'EPER soutient la population civile en détresse en œuvrant à l'amélioration de la situation alimentaire, à l'augmentation des revenus et à la cohésion au sein des communautés. Malgré les restrictions liées aux conditions sécuritaires et la marge de manœuvre réduite de la population civile, l'EPER et ses organisations partenaires parviennent à mener à bien ce programme. Elles améliorent ainsi les conditions économiques et sociales des communautés ru-

rales vivant dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Lubero, dans le Nord-Kivu.

## Soutien à l'autonomie des communautés rurales

Dans le domaine du développement rural, la production agricole a continué de s'améliorer grâce aux projets de l'EPER. Avec ses organisations partenaires, elle met à disposition des semences améliorées et des espaces de stockage et transmet des méthodes qui permettent d'augmenter les rendements agricoles. Le programme veut également établir des connexions entre vendeuses, vendeurs, acheteuses et acheteurs afin d'augmenter la production et les ventes. L'objectif est de permettre aux familles paysannes de la région de stabiliser leurs moyens de subsistance et d'assurer des sources de revenus à partir de leurs cultures. La production de manioc a considérablement augmenté dans les territoires de Masisi et de Rutshuru tout comme celle de maïs dans l'ensemble de la région. Par

ailleurs, le développement de chaînes de valeur agricoles présente des perspectives prometteuses et durables. Depuis fin 2018, l'EPER travaille en partenariat avec l'organisation Action pour le Développement des Milieux Ruraux (ADMR), dans le Sud-Kivu.

## Accès à la terre

La plupart des familles paysannes soutenues par l'EPER n'ont généralement pas de titres fonciers pour les terres qu'elles exploitent. Leur accès à la terre n'est donc pas garanti. L'EPER informe la population sur les questions de droit foncier afin que les personnes concernées puissent exiger des autorités des titres en bonne et due forme. Les paysannes et les paysans confrontés à des conflits autour de la terre reçoivent un soutien juridique en vue d'obtenir des titres fonciers ou un contrat de fermage à de bonnes conditions. Les autorités des échelons provincial ou local sont également sensibilisées aux questions des droits à la terre des agricultrices et des agriculteurs.



## Soutien juridique aux personnes victimes de violences sexuelles

Au Nord-Kivu, Dynamique des femmes juristes (DFJ), organisation partenaire de l'EPER, propose un soutien juridique aux survivant-e-s de violences sexuelles afin de lutter contre l'impunité des auteur-e-s. En collaboration avec d'autres organisations, DFJ aide aussi les victimes à trouver un soutien médical et psychologique. Afin de prévenir les violences sexuelles, elle sensibilise les communes rurales à cette thématique et mène un travail de plaidoyer auprès des autorités afin que les auteur-e-s de violences sexuelles soient poursuivis.

## Accès facilité aux zones de conflit

Dans la région de Bwito, l'EPER a démarré un projet d'assainissement des routes et des ponts visant à faciliter le passage des organisations humanitaires. L'objectif principal est d'améliorer les conditions de vie de la population victime de la guerre. Cette dernière peut participer aux travaux d'assainissement des infrastructures contre rémunération.

### Exemples de projets du programme pays République démocratique du Congo (RDC)

788.359	Rutshuru	Agriculture et commercialisation du maïs et du manioc (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 38 123)
788.373	Crong	Identification et désamorçage des sources de conflit du quotidien (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 148 854)
788.381	Province du Nord-Kivu, territoires de Rutshuru et de Masisi	Prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 117 024)
788.402	Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, territoires de Masisi et de Kalehe	Récoltes et commercialisation pour les maraîchères et les maraîchers (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 391 370)





subsistance. En Éthiopie, il est urgent d'encourager la production d'aliments qui sont demandés sur les marchés locaux. L'EPER travaille avec l'organisation partenaire Gurmoo Development Association (Gurmoo) pour améliorer et étendre la production locale de miel. Le projet bénéficie à plus de 3238 familles paysannes productrices de miel et de cire. En renforçant la production et la qualité des produits, les familles paysannes améliorent leurs moyens de subsistance. L'apiculture est intéressante à plus d'un titre, puisqu'elle ne nécessite pas de posséder de grandes parcelles de terre.

#### Accès à une eau potable de qualité

Dans de nombreuses régions rurales d'Éthiopie, le manque d'eau menace toujours l'existence de la population. En collaboration avec des organisations comme Dorcas Aid Ethiopia (DAE) et Enhanced Rural Self Help Association (ERSHA), l'EPER met en œuvre des projets destinés à favoriser l'accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires. L'accès à une eau potable de qualité est assuré par la construction de systèmes hydrauliques, de conduites et de points d'eau. Pour chaque point d'eau, des comités locaux de gestion de l'eau sont formés. Ils veillent à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures. À cette fin, l'EPER et ses partenaires collaborent avec les autorités publiques responsables de l'accès à l'eau.

#### Une exploitation durable des ressources naturelles

La promotion de mesures de protection des sols, la rétention des eaux pluviales et la gestion durable des pâturages, ainsi que des méthodes d'agriculture biologique sont des priorités pour l'EPER. L'organisation collabore étroitement avec ses partenaires, les autorités traditionnelles et les autorités locales publiques, afin de diffuser des pratiques durables d'utilisation de l'eau et des pâturages au niveau local et régional. Les projets soutenus par l'EPER favorisent les échanges de savoirs et l'adoption de techniques durables en agriculture. Ils visent à renforcer les facultés d'adaptation aux changements climatiques des familles paysannes et d'éleveuses et d'éleveurs.

## ÉTHIOPIE

Programme pays  
370.600

Avec plus de 110 millions d'habitantes et d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Plus de 80 % de la population vit dans des régions rurales. Ces dernières années, la croissance économique s'est ralentie. Ce déclin, allié à la situation politique instable, à la pandémie de COVID-19 et aux catastrophes naturelles régulières, a aggravé les conflits autour des ressources naturelles entre les différents groupements. Des millions de personnes vivent encore dans une pauvreté extrême. L'EPER s'engage pour la justice sociale et la protection de la dignité humaine. En collaboration avec d'autres actrices et acteurs de la coopération au développement, l'organisation soutient concrètement l'utilisation durable des ressources naturelles afin d'augmenter les revenus et

la résilience des communautés. L'EPER travaille également avec les familles d'éleveuses et d'éleveurs démunies face à la grave sécheresse qui touche le sud du pays. Les familles concernées reçoivent une aide sous forme de transports d'eau et de versements d'urgence, qui leur permettent d'acheter des denrées alimentaires, des médicaments ou du fourrage. L'EPER associe les communautés de bergères et de bergers aux systèmes d'alerte rapide. Elle favorise la diversification des revenus grâce à la création de petites entreprises familiales et apprend aux familles à améliorer la production fourragère. L'EPER mène également des projets d'accès à l'eau potable et de renforcement des organisations et des groupes locaux afin que ceux-ci puissent s'engager à leur tour pour un avenir axé sur la dignité humaine.

#### Sécurité alimentaire et création de revenus

Auprès de certaines communautés, l'EPER favorise la diversification des moyens de

### Exemples de projets du programme pays Éthiopie

706.396	Région d'Oromia, district de Yabelo	Pérennisation des moyens de subsistance des nomades (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 281 925)
706.408	Région d'Amhara, district de Hulet Eju Enesie, East Gojjam	Sécurité alimentaire grâce à l'agriculture durable (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 71 891)
706.409	Régions d'Amhara, de Somali et d'Oromia	Aide aux victimes de l'invasion de criquets pèlerins (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 1 014 928)
706.411	Zone de Borena et Kenya, comté de Marsabit	Inclusion des femmes dans la gestion des conflits de territoires (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 582 896)

## PARTENARIAT ŒCUMÉNIQUE AU GUATEMALA

490.998

« Le principal défi pour la population précarisée au Guatemala est d'avoir une alimentation suffisante et saine. On constate encore une fois à quel point il est essentiel de mettre l'accent sur le droit à l'alimentation et nécessaire de prioriser les préoccupations de la population indigène et rurale », commentent les deux coordinatrices du programme. La situation actuelle au Guatemala reste difficile après la pandémie de coronavirus. Là-bas, la pauvreté est encore étroitement liée à l'appartenance ethnique. La population indigène est particulièrement touchée par la faim et les violences. Environ 80 % des indigènes vivent sous le seuil de pauvreté.

Pour le gouvernement, le progrès est synonyme d'extraction des matières premières et d'énormes monocultures de palmiers à huile et de canne à sucre. Aussi, les terres sont mises à disposition des investisseuses et des investisseurs, des grand-e-s propriétaires ou des entreprises ou sont vendues à ces derniers, et la population indigène est déplacée. Elle perd alors ses moyens de subsistance, qui lui permettaient de subvenir à ses besoins et de se nourrir. Bon nombre de jeunes indigènes estiment ne pas avoir d'avenir. Ils se droguent, rejoignent des bandes violentes ou ne voient pas d'autre issue que de tenter une émigration dangereuse vers les États-Unis.

### Promouvoir des méthodes de culture agroécologiques

Le droit à l'alimentation est un élément central du programme œcuménique au Guatemala. En collaboration avec le Red Nacional por la Defensa de la Soberanía Alimentaria en Guatemala (REDSAG) (réseau de défense de la souveraineté alimentaire) et la Fundación Tierra Nuestra, nous aidons les personnes à appliquer des méthodes de cultures agroécologiques et à aménager un potager pour jouir d'une alimentation variée et équilibrée. La culture d'arbres fruitiers, la réinsertion de variétés locales et l'amélioration de l'exploitation forestière permettent en outre aux familles de générer de petits revenus supplémentaires. Des ateliers sont également organisés dans le but de trouver des solutions locales pour s'adapter aux changements climatiques.

Le collectif Komon Mayab, une autre organisation partenaire réunissant plusieurs organisations mayas, s'engage pour les droits individuels et collectifs des indigènes. Ses membres luttent contre l'exploitation des matières premières et revendiquent un système scolaire bilingue. Ils conseillent la population indigène pour qu'elle prenne part à des consultations sur les projets miniers et mène elle-même un travail de lobbying. Enfin, leur objectif est de faire changer la situation politique au Guatemala pour que le pays devienne une véritable démocratie, dans laquelle tout le monde, hommes et femmes confondus, aurait les mêmes droits. À elles toutes, les organisations impliquées ont un rayonnement national.

« La culture maya respecte la vie des plantes, des animaux et des êtres humains de manière égale. Je suis fière que nous puissions renforcer l'identité des commu-

nautés mayas. Cela passe surtout par la formation politique de représentant-e-s spirituel-le-s », explique Juana Vásquez Arcón. La coordinatrice régionale de Komon Ajq'ijab, l'une des 12 organisations partenaires du programme œcuménique, est elle-même Ajq'ij : elle assume le rôle de guide spirituelle pour les Mayas, la population indigène du Guatemala.

Le programme œcuménique au Guatemala est un programme pays mené conjointement par l'EPER et Action de Carême. En collaboration avec 12 organisations partenaires, elles s'engagent sur les thèmes de la foi, de la justice et de la souveraineté alimentaire. Ensemble, nous aidons environ 1100 familles à améliorer la qualité de leurs sols via l'adoption de méthodes agroécologiques, et à augmenter leur production. En outre, nous soutenons 40 communautés dans la revendication de leur droit à l'autodétermination, à la terre et à l'eau.



**Budget total du programme œcuménique 2023 au Guatemala : CHF 154 000**



Haïti compte parmi les pays les plus pauvres du monde; il détient le record de pauvreté dans cette partie de l'hémisphère nord. Près de 60 % de sa population vit dans des conditions précaires et au moins 40 % est analphabète. Les causes sont à chercher dans l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la négligence dans les investissements publics. Les cyclones récurrents s'ajoutent aux difficultés du pays, anéantissant les efforts de la population pour s'assurer un approvisionnement alimentaire minimal. L'EPER mène des projets d'aide au développement dans le département de la Grand'Anse, une région isolée qui a été touchée de plein fouet par l'ouragan Matthew en octobre 2016. La majorité de la population vit dans des zones de montagne reculées, d'où l'accès aux marchés et aux villages voisins est difficile.

#### Encouragement des revenus et sécurité alimentaire

L'EPER encourage la production agricole à forte valeur ajoutée, comme la culture de fruits et de légumes et l'élevage de petit

bétail. La transformation et la commercialisation doivent aussi être intégrées au projet afin d'accroître les revenus des personnes. De plus, ce complément de revenus permet aux associations de parents d'élèves de participer au financement des écoles soutenues par l'EPER, ce qui favorise la scolarisation des enfants. Les cantines scolaires gérées de manière collective dans les communes isolées de la Grand'Anse présentent de nombreux avantages. Non seulement elles accroissent l'attrait des écoles communautaires, mais elles permettent aussi aux élèves d'avoir deux repas équilibrés et sains par jour et aux mamans qui cuisinent de compléter leurs revenus. En outre, les petites productrices et les petits producteurs locaux y trouvent un marché institutionnel pour vendre leurs produits.

#### Amélioration de l'infrastructure rurale

L'EPER aide les populations qui vivent dans les régions reculées de la Grand'Anse à sortir de leur isolement et à accéder plus facilement aux services de base. À cette fin, l'organisation mise sur l'amélioration des infrastructures rurales, en particulier les routes et les marchés. Afin de s'assurer de l'entretien des infrastructures et du fonctionnement des écoles sur la durée, elle monte des structures communales, forme

leur personnel et les renforce de manière ciblée.

#### Dialoguer et améliorer la gouvernance

L'EPER encourage le dialogue entre les communautés rurales et les autorités locales afin que la population soit davantage en mesure de faire valoir ses droits. Elle favorise la compréhension mutuelle et la transparence dans les processus de gestion des ressources. Le programme pays place les communautés rurales et les autorités au cœur du développement local.

#### Une plus grande résilience face aux catastrophes

En Haïti, les catastrophes naturelles représentent un danger permanent. Partant de ce constat, l'EPER aide la population locale à accroître ses facultés de résistance. L'aide humanitaire qui a suivi le passage de l'ouragan Matthew a été transformée en un appui à moyen terme visant à soutenir les productrices et les producteurs de semences et à améliorer l'accès à l'eau. Depuis 2020, l'EPER se concentre sur la prévention des catastrophes auprès des communautés rurales, sur le développement régional le long de la côte de la Grand'Anse et sur le renforcement de la biodiversité afin d'accroître la résilience face à de tels événements.



#### Exemples de projets du programme pays Haïti

830.388	Grand'Anse	Sécurité alimentaire grâce aux semences, fruits et petit bétail (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 417 687)
830.394	Grand'Anse	Eau potable et hygiène pour les communautés villageoises (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 320 991)
830.396	Grand'Anse	Gouvernance des cantines dans des villages reculés (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 982 827)



## HONDURAS

Programme pays  
383.500

Le Honduras compte parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine. Une élite peu nombreuse mais puissante impose ses propres intérêts par tous les moyens. La corruption et l'impunité sont monnaie courante. Certaines règles garantes de la démocratie, comme la séparation des pouvoirs, ont été suspendues ces dernières années. L'armée et la police civile ont été largement développées. Les communautés des villages et les personnes qui manifestent ou défendent les droits humains

sont brutalisées, bien que leurs actions soient pacifiques. Toutes ces personnes, de même que les représentantes et les représentants locaux, les communautés villageoises et les peuples indigènes, sont criminalisés et risquent de subir des actes violents. S'ajoute à cela une pauvreté économique flagrante, avec 65 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté et 40 % dans une pauvreté extrême. Ces chiffres concernent aussi bien la population rurale que les citoyen·e·s des quartiers précarisés.

### Protection et défense des droits humains

L'EPER soutient le travail des organisations spécialisées dans les droits humains. Elle forme les communautés rurales et les ac-

compagne afin qu'elles revendiquent leurs droits plus efficacement. Autre point essentiel du projet : la mise en place de mécanismes d'autoprotection pour les personnes menacées. Les personnes engagées dans la défense des droits humains qui sont dans une situation de détresse sont également conseillées et soutenues sur le plan juridique. Plusieurs organisations partenaires locales participent à ce programme : ACIParticipa, Comité por la Libre Expresión (CLibre), Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras (COFADEH), Peace Watch Switzerland et Plataforma Internacional contra la Impunidad (PI). Elles sont spécialisées dans la défense des personnes menacées, les activités de lobbying, l'information du grand public et les droits fonciers et environnementaux. Grâce à deux mandats de l'Union européenne pour 2020-2023, l'EPER a pu étendre considérablement son travail dans ces domaines.

### Terre, eau et biodiversité

L'EPER soutient les communautés rurales et leur donne la capacité de produire des denrées alimentaires de bonne qualité et en quantité suffisante, ainsi que d'améliorer l'accès à l'eau – et ce malgré des conditions difficiles (peu de terres, sols pauvres, sécheresses). Pour ce faire, l'organisation promeut des méthodes de culture écologiques, la diversification des cultures, la protection des semences locales, la garantie et l'amélioration de l'accès à l'eau, l'utilisation optimale et économe de cette ressource et la protection des sources d'eau. Sur le plan politique, l'EPER s'engage, aux côtés de ses organisations partenaires, pour une politique agricole qui fait passer les besoins des familles paysannes avant ceux de l'agrobusiness axé sur l'exportation.

### Promotion des possibilités de revenus et des marchés de vente

En plus d'améliorer l'autosuffisance des familles paysannes, l'EPER encourage la commercialisation des produits agricoles. Elle se concentre sur les chaînes de création de valeur ajoutée suivantes : transformation des fruits, production et commercialisation des semences locales et des denrées alimentaires issues de ces dernières (maïs et haricots), vente de fruits et de légumes sur les marchés locaux.

### Exemples de projets du programme pays Honduras

835.361	Sud du Honduras	Résilience des familles paysannes face aux changements climatiques (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 334 351)
835.401	Sud du Honduras	Gestion de l'eau pour stabiliser les récoltes en milieu aride (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 225 862)



## KOSOVO/ROUMANIE/ SERBIE

Programme régional  
302.013

### Intégrer et renforcer la population rom

En Europe de l'Est et dans les Balkans occidentaux, la minorité rom est confrontée à un taux de chômage élevé, subit des discriminations au quotidien et est marginalisée par la société. Elle bénéficie d'un accès limité aux institutions et aux services publics. Le programme de l'EPER vise à remédier à cette situation en favorisant l'intégration sociale, économique et sociétale de la communauté rom et d'autres groupes de population défavorisés en Roumanie, au Kosovo et en Serbie. L'accent est mis sur la formation scolaire, l'insertion professionnelle et l'amélioration des conditions de logement. Afin d'obtenir des changements systémiques, le programme mise aussi sur l'amélioration des conditions politiques et institutionnelles

dans chaque pays. Entre 2016 et 2019, l'EPER a notamment obtenu qu'une base juridique soit établie au Kosovo pour intégrer des cours de soutien dans le système scolaire national. L'EPER et ses organisations partenaires ont renforcé leur engagement contre la discrimination et le racisme envers les Roms et ont fait de cette lutte l'un de leurs objectifs.

### Activités mises en œuvre

Les projets favorisent l'intégration scolaire des enfants et des jeunes défavorisés grâce à des cours de soutien scolaire, du mentorat, des programmes de bourses et des offres de coaching pour les équipes d'inclusion.

L'EPER propose également des programmes de stages et une offre d'orientation professionnelle et de coaching pour les jeunes, afin de continuer à les soutenir après leur scolarité obligatoire et d'augmenter leurs chances sur le marché du travail. Parallèlement, elle sensibilise les employeuses et les employeurs à la situation des jeunes défavo-

risés et crée des structures de soutien pour les jeunes dans les entreprises. L'EPER met également l'accent sur le renforcement de la collaboration entre les employeuses, les employeurs et les écoles professionnelles.

En outre, la régularisation des maisons et la transformation des infrastructures doivent permettre d'améliorer les conditions de logement au sein des camps roms. Pour ce faire, l'EPER et ses organisations partenaires travaillent en étroite collaboration avec les communes responsables. Les habitantes et les habitants peuvent participer à la planification et à l'aménagement de leurs logements très modestes.

Au niveau sociétal, l'EPER s'efforce de sensibiliser les fonctionnaires, le corps enseignant et les responsables des paroisses à la question du racisme envers la population rom. Des activités communes sont organisées au sein des paroisses et des écoles. L'EPER introduit et accompagne également des processus de résolution des conflits et de réconciliation.



### Exemples de projets du programme régional Kosovo/Roumanie/Serbie

926.330	Kosovo	Éducation et amélioration des conditions de vie pour les Roms (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 2 469 820)
927.385	Serbie	Amélioration des logements et de la formation des Roms (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 351 189)
942.402	Roumanie	Cours de soutien pour les élèves socialement défavorisés (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 80 719)
942.403	Roumanie	Insertion professionnelle des jeunes socialement défavorisés (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 322 877)



## NIGER

Programme pays  
375.600

L'EPER est active au Niger depuis la grande sécheresse des années 1970. Elle soutient les populations rurales des régions de Maradi, de Zinder et de Diffa dans leurs efforts pour améliorer leurs conditions de vie et mieux se prémunir contre les sécheresses.

### Cohabitation pacifique et développement local

Avec la croissance démographique, la pression s'accroît autour des ressources naturelles. Par conséquent, les voies de transhumance traditionnelles sont souvent bloquées, ce qui attise les tensions

entre les familles paysannes et les familles éleveuses nomades. L'EPER soutient les négociations autour des voies de passage du bétail et complète cette approche en finançant la mise en place de commissions pour les droits fonciers. Ces dernières jouent un rôle essentiel dans l'application correcte des textes de loi sur les questions agraires. L'EPER cartographie les voies de passage sûres en collaboration avec les autorités locales et met les résultats à disposition des instances de résolution de conflits. Le projet contribue donc largement à empêcher les conflits entre les familles qui élèvent du bétail et celles qui cultivent des terres. Afin de faire face à la pression sur les ressources, le projet finance également des activités d'assainissement des pâturages endommagés ainsi que la construction de puits ou de fontaines pour les familles d'éleveuses et d'éleveurs et leurs troupeaux, tout le

long des voies de transhumance.


### Une alimentation stable pour les personnes et les animaux

Les périodes de sécheresse se multiplient en raison des changements climatiques et menacent la sécurité alimentaire des paysannes et des paysans. Les pluies sont encore moins prévisibles qu'auparavant et durent moins longtemps. Le recours accru à des méthodes agroécologiques adaptées à la situation et l'utilisation de semences de millet et de haricots de meilleure qualité permettent aux familles paysannes d'obtenir de meilleures récoltes. Les périodes annuelles de famine sont ainsi réduites. Lorsqu'ils parviennent à s'organiser et à mettre en commun leurs produits, les productrices et les producteurs peuvent dégager des bénéfices en vendant leurs excédents de haricots. L'EPER encourage par ailleurs les cultures potagères pendant la saison sèche, notamment la culture du moringa, ainsi que la commercialisation des produits dérivés. Les feuilles de moringa ont plusieurs vertus : elles permettent aux familles de varier les repas, procurent des revenus supplémentaires et réduisent la dépendance envers les récoltes souvent insuffisantes de millet et de haricots.

### Eau potable et amélioration des pratiques d'hygiène

Le taux de mortalité infantile au Niger est l'un des plus élevés au monde. Ceci s'explique par la sous-nutrition chronique et le manque d'eau potable de qualité, d'infrastructures sanitaires et de centres médicaux fonctionnels. Des mesures de sensibilisation, d'information sur les questions de santé et de prévention viennent appuyer les effets bénéfiques des équipements sanitaires et des systèmes d'approvisionnement en eau de qualité. Ce projet a donc un impact décisif sur l'amélioration de la santé des enfants en bas âge. Les parents doivent également réaliser à quel point l'hygiène et la construction de latrines sont essentielles pour la santé de leur famille. Aussi, l'EPER encourage de bonnes pratiques d'hygiène dans le cadre familial et raccorde les écoles et les centres médicaux de la région aux réseaux d'eau potable existants.

### Exemples de projets du programme pays Niger

756.338	Zinder	Résolution commune de conflits fonciers liés au nomadisme (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 452 543)
756.350	Maradi et Zinder	Culture de légumes et de moringa à Mayayi, Maradi (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 329 710)
756.351	 Maradi et Zinder	Bases alimentaires stables pour les personnes et les animaux (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 193 947)
756.361	Diffa	Coexistence pacifique entre agriculture et élevage (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 271 526)



## PALESTINE/ISRAËL

Programme pays  
360.501

Tant en Israël qu'en Palestine, on constate ces dernières années une marge de manœuvre réduite dans les groupes de la société civile ainsi qu'un non-respect croissant de l'état de droit et du droit international. La société est divisée et le pouvoir en place est considéré comme illégitime par une partie de la population. Le fossé entre riches et pauvres se creuse, la proportion de groupes de population défavorisés augmente.

Avec son programme, l'EPER soutient les actrices et les acteurs de la société civile, notamment en ce qui concerne le respect des droits humains et la sensibilisation aux causes du conflit. Elle renforce les communautés vulnérables et fait en sorte que les décideuses et les décideurs locaux et nationaux soient mis davantage à contribution. Elle informe également la population israélienne sur la situation des Palestiniennes et des Palestiniens pour lui faire prendre conscience de ses responsabilités.

### Open Forum pour la transformation des conflits

L'Open Forum offre un espace sûr et une plateforme de discussion à la fois aux organisations partenaires de l'EPER et aux autres organismes intéressés, israéliens ou palestiniens. Les thèmes des conflits sont sciemment abordés et des concepts pour la transformation des conflits par la société civile sont mis au point en vue d'être intégrés aux projets de chaque organisation partenaire. Les organisations impliquées ont ainsi développé des approches pour



renforcer la résilience des communautés menacées et les mettent en œuvre dans leurs projets.

### Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine/Israël (EAPPI)

Après une pause liée à la pandémie de COVID-19, les observatrices et les observateurs des droits humains internationaux sont de nouveau présents dans les territoires palestiniens occupés, où les violations des droits humains sont courantes. Grâce à leur présence, la population bénéficie

d'une meilleure protection contre les violences. En outre, les organisations locales de la société civile et les paroisses jouissent d'une plus grande marge de manœuvre.

### Créativité et artisanat pour un avenir meilleur (CFTA)

Face à l'aggravation constante de la situation, l'organisation partenaire Culture and Free Thought Association (CFTA) crée un espace sécurisant pour les jeunes dans le sud de la bande de Gaza. CFTA élargit leur horizon en leur offrant des formations de base et un soutien à la création de mi-

### Exemples de projets du programme pays Palestine/Israël

605.323	Palestine, Israël	Protection et défense des droits humains en Israël et en Palestine (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 350 402)
605.325	Palestine, Israël	Open Forum pour la transformation des conflits (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 124 124)
605.342	Gaza	Promotion des initiatives des jeunes pour renforcer la cohésion sociale (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 131 224)
605.344	Israël	Le potager, un pas vers l'autonomie des Bédouines (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 81 002)
605.345	Jérusalem	Implication de la population dans l'aménagement urbain de Jérusalem (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 80 080)
605.346	Jérusalem et Cisjordanie	Accès des communautés palestiniennes à leur patrimoine culturel (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 80 080)
605.347	Gaza	Création de petites entreprises par de jeunes adultes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 99 633)
605.349	Cisjordanie	Cultiver pour lutter contre les expropriations (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 110 973)
605.350	Palestine, Israël	Des Israélien-ne-s discutent du droit au retour (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 82 482)

croentreprises, afin qu'ils dégagent leurs propres revenus. Le programme prévoit un axe de travail spécifique autour des femmes, qui manquent souvent de perspectives professionnelles dans les sociétés traditionnelles. La menuiserie en est un exemple: dans le cadre d'un projet, des jeunes femmes apprennent à fabriquer de petits objets en bois dans un atelier de CFTA.

### Accès à l'héritage culturel des communautés palestiniennes (Emek Shaveh)

Les accords d'Oslo reconnaissent les droits des Palestiniennes et des Palestiniens à leur héritage culturel. Ils prévoient en

outre qu'Israël remette la gestion des sites archéologiques de Cisjordanie entre les mains de l'Autorité palestinienne. Mais, jusqu'à présent, cela ne s'est pas fait.

Au contraire, Israël affirme l'histoire juive de la région en agrandissant les parcs nationaux dans les territoires occupés. Or, les Palestiniennes et les Palestiniens sont absents de cette interprétation de l'histoire. À travers ce projet, l'EPER et l'organisation israélienne Emek Shaveh souhaitent faire comprendre aux décideuses et aux décideurs locaux et internationaux, aux ONG et au grand public que les communautés palestiniennes ont également droit à leur héritage culturel, et que les autorités israé-

liennes sont dans l'obligation de reconnaître et de faire appliquer ce droit.

### Sensibiliser Israël au droit de retour des Palestinien-ne-s

La reconnaissance de l'injustice dont ils ont été victimes lors des expulsions massives et le droit au retour sont revendiqués par de nombreux Palestinien-ne-s. Nos organisations partenaires estiment qu'il est temps qu'Israël aussi soutienne ces revendications et se penche sur sa propre histoire. L'objectif du projet est de mettre un terme au discours dominant, d'informer la population israélienne sur l'expulsion de la population palestinienne et l'injustice subie et de contribuer ainsi à réparer ce tort.

## SÉNÉGAL

Programme pays  
376.400

L'EPER est active au Sénégal depuis les années 1980. Ses projets se concentrent sur la protection des ressources, l'agriculture durable et la création de revenus. En collaboration avec ses organisations partenaires locales, l'EPER aide également la population rurale souvent défavorisée à revendiquer ses droits, notamment fonciers.

### Cultures fruitières et maraîchères

La transition vers une agriculture biologique reste un défi de taille pour les familles paysannes, qui ont du mal à obtenir de bons prix sur le marché des produits biolo-

giques. Afin de combler ce fossé important, l'EPER leur transmet le savoir-faire nécessaire et les aide à acquérir de nouveaux marchés et à professionnaliser leur commercialisation. La Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique au Sénégal est soutenue dans l'élaboration de son propre système de certification et la création d'un label pour les produits biologiques.

### Organisations citoyennes et organisations de femmes dans le Ferlo

L'EPER aide les organisations de femmes et les organisations citoyennes à améliorer les conditions de vie au sein de leurs communautés. L'œuvre d'entraide met l'accent sur l'implication active de la population dans les projets de développement local, notamment dans la création d'infrastructures (approvisionnement en eau, centres

médicaux, écoles, etc.), ainsi que sur la défense des intérêts des familles d'élèveuses et d'élèveurs.

L'amélioration des revenus des ménages précarisés constitue également un point central du projet. À cet effet, l'EPER assiste différents comités villageois dans la production et la commercialisation de leurs produits locaux. Dans ce contexte, le commerce de détail et la transformation des produits de l'élevage comme la fabrication de produits laitiers, la production d'huile de beurre et l'élevage de petits animaux sont intéressants. En outre, dix centres d'alphabétisation en pulaar, la langue locale, ont été ouverts dans la région couverte par le projet. Ce dernier se concentre particulièrement sur la participation et l'intégration des jeunes adultes.





## Protection de la mangrove du delta du Saloum

La mangrove du delta du Saloum ne cesse de décroître d'année en année. Par conséquent, divers fruits de mer qui en ont besoin pour survivre, tels que les huîtres, les moules ou les crevettes, sont menacés. Or, ils constituent une source importante de

nourriture et de revenus pour la population de cette région. Il est donc urgent de trouver des solutions pour une exploitation durable de la mangrove. L'EPER soutient la population, notamment en promouvant des méthodes simples et bon marché pour la culture des huîtres, en l'aidant à construire des fours à bois éco-

nomes en énergie et en réalisant un travail de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources naturelles.

## Défense des terres ancestrales

Au Sénégal, le phénomène d'appropriation illégale des terres par les investisseuses et les investisseurs s'est considérablement aggravé ces dernières années. Dans la région de Thiès, les familles paysannes vivent constamment dans la crainte de perdre leur parcelle. L'EPER les aide à inscrire leur terre au cadastre afin d'obtenir un titre foncier en bonne et due forme. Les communautés villageoises sont également informées de la législation actuelle et bénéficient d'un soutien pour s'organiser. En cas d'accapement illégal des terres, elles sont ainsi mieux armées pour se défendre et imposer leurs droits.

## Exemples de projets du programme pays Sénégal

764.335	Fatick	Vivre mieux de la mangrove dans le delta du Saloum (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 298 903)
764.337	Thiès	Des familles paysannes défendent leurs droits fonciers (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 235 976)
764.342	Ferlo	Partage concerté des pâturages pour l'élevage et l'agriculture (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 314 635)

## COLLABORATION AVEC LES ÉGLISES

L'EPER trouve ses racines dans la collaboration avec les Églises. Aux côtés de ses Églises partenaires en Europe de l'Est, en Italie et au Proche-Orient, et dans le cadre de ses projets sur mandat de l'Église évangélique réformée de Suisse, elle soutient le travail diaconal et encourage le développement de la vie ecclésiale.

La collaboration avec les Églises poursuit trois axes thématiques, dont l'objectif est de renforcer la pertinence des Églises partenaires au sein de la société :

1. améliorer l'inclusion sociale des personnes défavorisées grâce à l'action diaconale ;
2. renforcer la vie ecclésiale par des formations et des formations continues, des programmes destinés à la jeunesse, des initiatives paroissiales innovantes, etc. ;
3. soutenir les partenariats des Églises et encourager les échanges entre les Églises partenaires à l'étranger et les paroisses de Suisse.

Collaboration avec les Églises  
**EN EUROPE DE L'EST**  
300.002

La collaboration avec les Églises en Europe de l'Est a toujours été une composante essentielle de la mission de l'EPER. Pendant les premières décennies de son existence, l'EPER a mis l'accent sur les transports de biens de première nécessité et le soutien financier aux Églises partenaires d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, elle soutient surtout les développements de l'Église et de la diaconie.

Dans leur position de minorité ecclésiale et linguistique, les Églises partenaires sont confrontées à des défis majeurs liés à la diminution du nombre de leurs membres. Ce phénomène s'explique notamment par la migration et le vieillissement démographique (membres vieillissants et faible na-

talité). La migration pour des raisons économiques est connue de tous les pays d'Europe de l'Est. Par ailleurs, depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, les Églises partenaires de la région sont confrontées à une tâche immense : réagir à la situation humanitaire critique en Ukraine et aider les personnes réfugiées dans les pays voisins.

### Roumanie

En matière de développement, la majeure partie de la Roumanie a plusieurs dizaines d'années de retard, et pas seulement par rapport à l'Europe occidentale. Les zones rurales sont particulièrement touchées par les phénomènes de la migration et du vieillissement de la population. L'intégration des Roms représente également un défi de taille. Dans ce contexte, l'EPER soutient le service de soins à domicile pour les personnes âgées et nécessitant des soins de l'Église réformée de Roumanie, ainsi qu'un foyer pour femmes et un centre de conseil pour les victimes de violence domestique.

En outre, depuis plus de dix ans, Diakonia Sf. Gheorghe aide les personnes en situation de handicap à développer leurs compétences dans un centre d'accueil de jour. Elle leur propose des ateliers protégés où travailler, une structure au quotidien, des offres de logement ainsi qu'une aide à l'emploi et à l'intégration professionnelle en entreprise. Tout cela va de pair avec des cultes accessibles à toutes et à tous, un travail de sensibilisation et des initiatives politiques. Enfin, l'EPER soutient des programmes de formation continue pour les pasteur-e-s ainsi que les collaboratrices et les collaborateurs ecclésiaux et des initiatives ecclésiales en faveur de l'intégration des Roms.

### Ukraine

La Transcarpatie, située au sud-ouest de l'Ukraine, est une région très pauvre. Avant la guerre, une personne sur quatre vivait déjà en dessous du seuil de pauvreté et 60 % de la population était considérée comme pauvre. Depuis l'invasion russe, le



pays se trouve en état d'urgence et fait face à une crise humanitaire. La Transcarpatie est devenue un refuge pour de nombreux Ukrainien-ne-s qui ont fui les zones de conflit. Soutenue par l'EPER, l'Église réformée de Transcarpatie continue de s'engager pour les personnes en situation critique, dont bon nombre sont déplacées. Ainsi, les seniors nécessitant des soins bénéficient de soins à domicile, de traitements médicaux et d'un soutien social de haute qualité, ce qui leur permet de demeurer dans leur environnement familial. L'Église réformée gère également deux centres d'accueil de jour pour les enfants et les jeunes en situation de handicap afin de les aider à développer leurs compétences et à gagner en autonomie. Elle propose aussi des camps d'été pour les jeunes. Des cours

de soutien scolaire sont également organisés l'après-midi pour les enfants roms. Ils bénéficient d'une aide aux devoirs, peuvent approfondir ce qu'ils ont appris et reçoivent un repas chaud. Le centre diaconal de Berehove propose un logement, des repas chauds, des vêtements et d'autres biens d'urgence aux personnes sans ressources ou déplacées.

#### Hongrie

Dans le cadre de la collaboration avec les Églises, l'EPER entretient des relations avec l'Église réformée de Hongrie depuis plusieurs dizaines d'années et la soutient dans son engagement en faveur de la population rom et de l'intégration des réfugié-e-s. Les Roms ont un niveau de formation bien plus faible que le reste de la population hon-

groise. En outre, leur taux de pauvreté est plus élevé, leurs opportunités professionnelles sont limitées et leur espérance de vie est inférieure de 15 ans. Dans certaines régions, la cohabitation avec le reste de la population est très tendue. Plus que toute autre organisation, les paroisses de l'Église réformée de Hongrie sont à même de créer des ponts entre les groupes de population et d'éliminer les tensions. C'est pourquoi l'EPER les aide à mettre en place des projets en faveur des jeunes et des enfants roms dans les domaines de la formation et de la gestion du quotidien. Construire des ponts avec les réfugié-e-s et les migrant-e-s est également important. La majorité des Hongrois et des Hongroises ont en effet peu de contact avec ces personnes, et la perception qu'ils en ont est influencée par les discours publics souvent hostiles. L'EPER aide l'Église réformée de Hongrie à organiser des rencontres entre la population locale et les réfugié-e-s et à favoriser l'intégration de ces derniers. Le service d'aide aux réfugié-e-s de l'Église joue aussi un rôle important dans le soutien et l'intégration des personnes réfugiées en Ukraine.

#### Slovaquie

En Slovaquie, les Roms représentent 10% de la population. Leurs maisons sont souvent en mauvais état; leur quotidien est marqué par la malnutrition et des conditions d'hygiène insuffisantes. Plus de 90% d'entre eux sont au chômage. Leur accès à la formation, à une alimentation équilibrée et aux soins médicaux est limité. L'Église réformée de Slovaquie, qui compte 85 000 membres de langue hongroise et est sensibilisée au sort des minorités, a le potentiel de bâtir des ponts entre la population rom et la population de langue slovaque. L'EPER soutient les paroisses dans la mise en œuvre de projets en faveur de l'intégration sociale des Roms. Les enfants et les jeunes roms bénéficient de cours de soutien pour améliorer leurs perspectives de formation et les parents sont soutenus dans l'encouragement préscolaire.

### Exemples de projets de collaboration avec les Églises en Europe de l'Est

942.382	Roumanie	Soins à domicile en Transylvanie (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 320 914)
942.396	Roumanie	Bureau de consultation pour les victimes de violence domestique (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 181 649)
942.399	Roumanie	Intégration des personnes en situation de handicap en Transylvanie (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 130 039)
945.316	Slovaquie	Promotion de la jeune génération de Roms (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 48 440)
949.335	Hongrie	Soutien à l'intégration de la jeune génération de Roms (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 282 162)
949.340	Hongrie	Intégration des réfugié-e-s dans la société (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 72 660)
951.315	Ukraine	Camps de vacances pour catéchumènes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 42 385)
951.319	Ukraine	Soins à domicile en Transcarpatie (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 197 998)
951.320	Ukraine	Centres de jour pour jeunes souffrant d'un handicap (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 151 374)
951.323	Ukraine	Cantine et soutien scolaire pour les enfants roms (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 53 521)



Depuis 2016, l'EPER travaille également avec des Églises réformées au Liban et en Syrie. Après plusieurs années de guerre, les Églises et les mosquées sont presque les seules institutions auxquelles les personnes font encore confiance dans ces pays. Les organisations partenaires protestantes du projet de l'EPER dans le cadre de la collaboration avec les Églises en Syrie et au Liban sont Fellowship of Middle Eastern Evangelical Churches (FMEEC), National Evangelical Synod of Syria and Lebanon (NESSL) et Union of Armenian Evangelical Churches in the Near East (UAECNE). Tant NESSL que UAECNE ont des paroisses dans les deux pays. NESSL est une Église de langue arabe, tandis que la langue arménienne fait aussi partie de la culture et de la vie ecclésiale de UAECNE.

### Liban

Au Moyen-Orient, aucun autre pays que le Liban ne peut se targuer d'une telle diversité de confessions. Les Églises partenaires promeuvent les relations entre les différentes Églises et religions, en particulier dans le domaine de la formation. Le Liban est en chute libre depuis 2019. La crise économique grave alliée à la pandémie de coronavirus et à l'explosion au port de Beyrouth en août 2020 ont eu des répercussions dramatiques sur la population. Face à l'hyperinflation, bon nombre de personnes ne peuvent plus assurer leurs moyens de subsistance. Maintenir les offres de formation malgré la crise représente une mission essentielle pour les Églises, car elles sont source de perspectives et d'espoir pour les jeunes. Aussi, l'EPER aide ses Églises partenaires à poursuivre le déroulement des cours. Le centre social et les offres de soutien scolaire pour les enfants et les jeunes défavorisés à Beyrouth s'inscrivent dans



cette mission. Dès 2023, un nouveau projet sera soutenu : il entend aider les familles les plus touchées par la crise à cultiver leurs propres fruits et légumes afin de préserver leur sécurité alimentaire.

### Syrie

Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, les minorités chrétiennes sont aussi soumises à une forte pression. Leur présence est pourtant essentielle au pays, car elle contribue à une société pluraliste. En Syrie, les Églises partenaires de l'EPER dirigent notamment des écoles où se côtoient des élèves de confessions chrétienne et musulmane. Avec son programme de

bourses pour les enfants issus de familles défavorisées, l'EPER contribue à ce que l'école reste un lieu d'apprentissage et de vivre-ensemble pour les enfants de tous milieux. Grâce à un programme hebdomadaire pour les enfants, qui s'étend rapidement (il est actuellement proposé dans 17 paroisses et suivi par près de 3000 enfants), l'EPER promeut la vie ecclésiale et le développement des paroisses, mais aussi les échanges entre les enfants et les jeunes de différentes confessions et origines. L'EPER aide également l'Église arménienne à fournir des soins médicaux et des denrées alimentaires aux familles défavorisées d'Alep et alentour.

### Exemples de projets de collaboration avec les Églises au Proche-Orient

660.326	Liban	Soutien scolaire pour enfants réfugiés socialement défavorisés (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 48 440)
660.346	Liban	Maintien de l'enseignement dans les écoles religieuses (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 174 975)
660.347	Liban	Bourses scolaires et panneaux solaires dans les écoles (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 58 325)
672.004	Syrie	Rencontres et activités pour les jeunes en contexte de guerre (budget du projet de l'EPER pour 2022 : CHF 302 765)
672.005	Syrie	Bourses d'étude pour la jeunesse dans les écoles chrétiennes (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 284 584)
672.018	Syrie	Soutien médical et alimentaire aux populations défavorisées (budget du projet de l'EPER pour 2023 : CHF 176 190)

## EUROPE – Projets de l'EPER en 2023 seulement

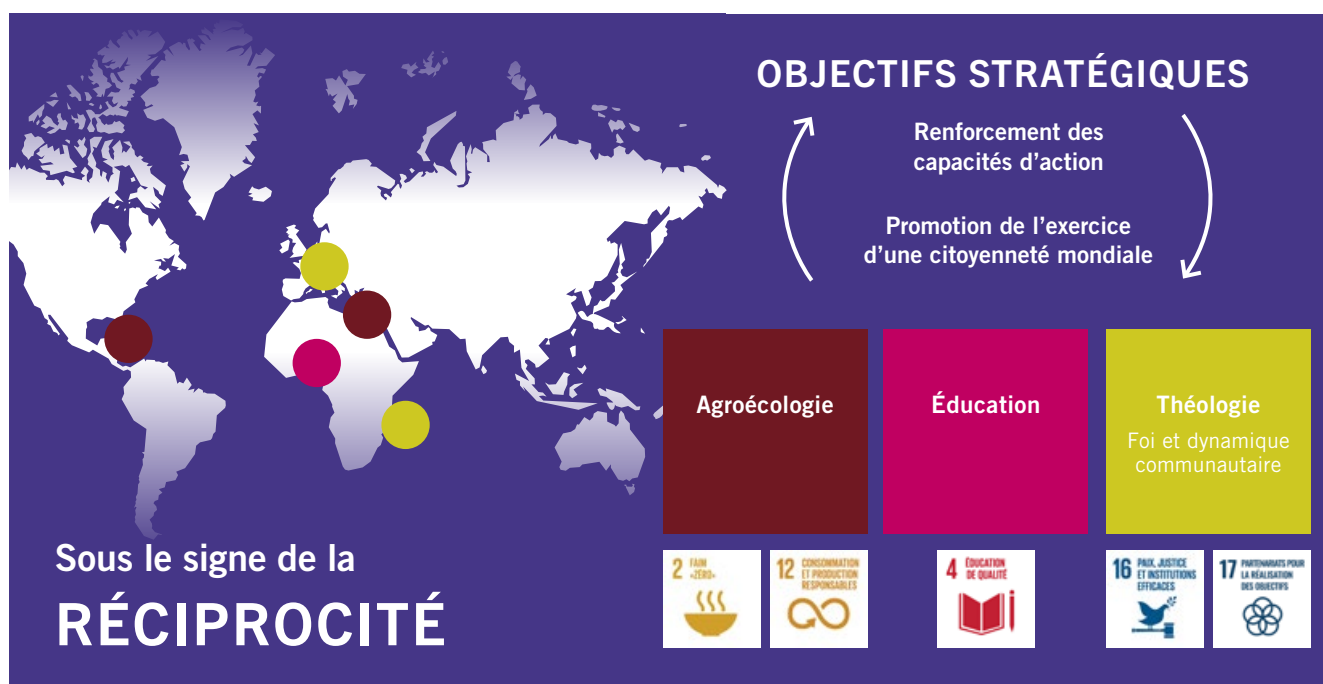
<b>Arménie</b>		<b>CHF 1 865 000</b>
904.351	Nouvelles techniques de culture pour les productrices et les producteurs de fruits à Vayots Dzor et Gegharkunik	125 000
904.356	Formation agricole pour augmenter la productivité et les revenus	1 700 000
904.358	Former des journalistes à la création de médias fiables et factuels	40 000
<b>Europe</b>		<b>CHF 291 200</b>
900.380	Formation diaconale en Europe de l'Est et au Proche-Orient	111 200
900.508	Promotion de la paix transfrontalière dans le Caucase du Sud	180 000
<b>Géorgie</b>		<b>CHF 1 419 000</b>
918.036	Culture de noisettes bio et fairtrade en Mingrélie et Iméréti	420 000
918.050	Promouvoir l'entrepreneuriat social chez les jeunes	125 000
918.051	Une agriculture adaptée aux changements climatiques, source de revenus	144 000
918.053	Participation politique et économique pour les minorités ethniques	730 000
<b>Hongrie</b>		<b>CHF 354 822</b>
949.335	Soutien à l'intégration de la jeune génération de Roms	282 162
949.340	Intégration des réfugié-e-s dans la société	72 660
<b>Italie</b>		<b>CHF 20 000</b>
925.057	Promotion du centre diaconal de l'Église vaudoise à Palerme	20 000
<b>Kosovo</b>		<b>CHF 2 469 820</b>
926.330	Éducation et amélioration des conditions de vie pour les Roms	2 469 820
<b>Roumanie</b>		<b>CHF 1 663 162</b>
942.382	Soins à domicile en Transylvanie	320 914
942.396	Bureau de consultation pour les victimes de violence domestique	181 649
942.399	Intégration des personnes en situation de handicap en Transylvanie	130 039
942.402	Cours de soutien pour les élèves socialement défavorisés	80 719
942.403	Insertion professionnelle des jeunes socialement défavorisés	322 877
942.406	De la formation au travail	450 228
942.408	Des paysan-ne-s en devenir s'engagent pour une exploitation durable des sols	97 145
942.409	Perspectives d'emploi pour la population rurale de Bistrița	79 591
<b>Serbie</b>		<b>CHF 452 189</b>
927.334	Soins à domicile pour personnes âgées et malades	101 000
927.385	Amélioration des logements et de la formation des Roms	351 189
<b>Slovaquie</b>		<b>CHF 48 440</b>
945.316	Promotion de la jeune génération de Roms	48 440
<b>Ukraine</b>		<b>CHF 485 278</b>
951.308	Soutien aux plus démunis-e-s par le centre diaconal en Transcarpatie	40 000
951.315	Camps de vacances pour catéchumènes	42 385
951.319	Soins à domicile en Transcarpatie	197 998
951.320	Centres de jour pour jeunes souffrant d'un handicap	151 374
951.323	Cantine et soutien scolaire pour les enfants roms	53 521



## DM

L'association DM s'engage pour un monde où règnent la paix, la justice et le respect de notre Terre. Nos membres sont les Églises protestantes romandes et celles de la Conférence des Églises réformées francophones en Suisse alémanique (CERFSA). Nous travaillons en partenariat avec des Églises et des institutions, de manière bilatérale ou par des réseaux, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, dans l'océan Indien et en Suisse. Nos engagements s'ancrent dans trois secteurs : l'agroécologie, l'éducation et la théologie : foi et dynamique communautaire. Les questions liées au genre, à la gouvernance et à l'interculturalité en font partie de manière transversale. La coopération par l'échange de personnes, le soutien à des projets et les apprentissages communs sont au cœur de nos actions et placés sous le signe de la réciprocité.

Votre soutien est le signe concret de votre solidarité et de votre engagement, qui permettent la réalisation de projets en faveur de personnes et de communautés particulièrement vulnérables, la promotion d'un vivre-ensemble pacifique et la protection de l'environnement. **Merci d'œuvrer avec nous pour un monde plus juste et solidaire !**



## DM FÊTE SES 60 ANS

Le 23 novembre 1963, huit Églises s'unissaient pour former le Département missionnaire des Églises protestantes de Suisse romande avec comme objectif d'œuvrer ensemble sur d'autres continents. Ce partage de foi au-delà des frontières géographiques et culturelles se poursuit aujourd'hui et fait partie intégrante de la mission de DM. Cette volonté d'aller à la rencontre de l'autre, de partager, d'ap-

prendre à vivre ensemble et de se tourner côte à côte vers l'avenir est restée au cœur de notre association. Notre programme institutionnel met d'ailleurs au centre la réciprocité des échanges entre le Nord et le Sud. À l'occasion de ses 60 ans, DM se réjouit de partager 60 goûters d'anniversaire à autant d'occasions tout au long de l'année, avec vous et tout son réseau en Suisse et à l'étranger.

## CAMPAGNE D'AUTOMNE 2023

Chaque automne, DM profite de sa campagne pour présenter un aspect particulier de son engagement pour un monde plus juste. En 2023, c'est Cuba qui sera mis en lumière. Pour en savoir plus, visitez notre page internet : [www.dmr.ch/campagne2023](http://www.dmr.ch/campagne2023).

## AGROÉCOLOGIE

Programme sectoriel DM  
890.6100

Plus d'un tiers des pays à revenu faible ou moyen est touché par la malnutrition et la sous-alimentation, et cela dans un environnement souvent affecté par les habitudes actuelles de production et de consommation alimentaire.



### L'agroécologie comme alternative

Pour préserver la terre et ses écosystèmes, une transformation des méthodes de production et de nos habitudes alimentaires est indispensable. L'agroécologie est une alternative crédible à l'agriculture industrielle. Elle permet de restaurer les milieux dégradés et d'augmenter la résilience des agroécosystèmes face aux changements climatiques, tout en assurant un niveau de production qui répond aux besoins des populations. Les Églises et les organisations partenaires de DM ont un enracinement fort dans les milieux ruraux où elles soutiennent nos partenaires vers une transition agroécologique.

Budget total du programme 2023 : CHF 577 800

## ÉDUCATION

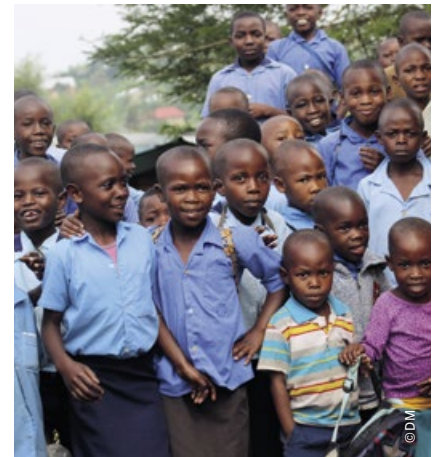
Programme sectoriel DM  
890.4100

L'éducation est un pilier du développement durable et une force de transformation du monde. À cause du manque d'enseignant-e-s bien formés, d'infrastructures ou de cadres pédagogiques adaptés, l'éducation n'est pas toujours de qualité.

### Les Églises partenaires : des catalyseurs de créativité pédagogique

Les écoles de nos partenaires ont été fon-

dées pour répondre à des besoins sociaux non comblés, le plus souvent en zone rurale et pour les populations les plus vulnérables. La mise en place innovante d'une approche de formation des enseignant-e-s adaptée à leur contexte favorise à la fois un accompagnement individuel et le développement de communautés de pratiques. Chaque enfant est accompagné dans la construction de sa personnalité et de sa citoyenneté et dans l'acquisition de savoirs. Un soutien spécifique est également mis en place pour réintégrer les jeunes en situation de rue et les jeunes filles mères dans un processus éducatif scolaire ou professionnel et dans la société.



Budget total du programme 2023 : CHF 696 500

## THÉOLOGIE : FOI ET DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

Programme sectoriel DM  
890.3100

Dans nos sociétés actuelles, le défi du vivre-ensemble est remis au centre des questions dans un contexte de mouvements migratoires, de conflits comprenant une dimension religieuse, d'enjeux liés aux changements climatiques et de défense de la dignité humaine.



### Une formation théologique de qualité pour répondre aux enjeux actuels

Afin de permettre une prise de responsabilité des Églises face aux défis du monde actuel, DM soutient les efforts de ses partenaires, en Suisse comme à l'étranger, pour développer une formation théologique de qualité et ouverte au dialogue interculturel, interconfessionnel et interreligieux. Un accent fort est mis sur les apprentissages qui naissent des rencontres et des échanges entre des contextes très divers et qui permettent la recherche de nouveaux modèles de cohabitation et de partage.

Budget total du programme 2023 : CHF 1 247 100



# COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR L'ÉCHANGE DE PERSONNES



L'association DM est active dans le secteur de la coopération au développement par l'échange de personnes. Il s'agit d'une forme de solidarité internationale dans laquelle ce ne sont pas l'argent et la technologie qui occupent la première place, mais la rencontre entre individus de cultures différentes. Avec ses partenaires, DM développe des offres d'échanges interpersonnels, interculturels et interprofessionnels, dans le but de partager expériences, compétences, convictions et questionnements. Ces échanges permettent le renforcement mutuel des partenaires de DM, au Sud comme au Nord. L'échange de personnes permet aussi de dynamiser la vie des communautés, de développer l'esprit d'accueil et d'ouverture, de sensibiliser les communautés à d'autres réalités et d'enrichir la culture du témoignage chrétien.

Avec une expérience professionnelle ou non, seul-e, en famille ou en groupe, dans les domaines de l'agroécologie, de l'éducation ou de la théologie: plusieurs types de séjours et d'engagements sont possibles pour des durées diverses.

## Partage de compétences et de connaissances

Ce type d'engagement s'adresse à des personnes de tout âge ayant des compétences et une expérience professionnelle qui répondent à un besoin spécifique d'un partenaire de DM. Il s'agit d'affectations ou de mandats professionnels qui participent au développement des activités des partenaires de DM.

## Acquisition d'expérience professionnelle

Dans le cadre d'un stage, d'une première expérience ou d'une formation continue,

de la réalisation d'un travail de fin d'études ou encore du service civil, ce type d'échange s'adresse notamment à des jeunes en début de formation ou de carrière professionnelle. Ces échanges visent l'acquisition et le partage d'expériences professionnelles dans des contextes culturels différents.

## Échange intercultu(r)el

La découverte d'une autre culture ou d'une autre manière de vivre en Église à l'occasion d'un échange intercultu(r)el, seul-e ou en groupe, permet de vivre une expérience hors de son contexte habituel, de se confronter à des différences, de stimuler l'ouverture d'esprit et d'aller à la rencontre de l'autre.

Vous avez une formation, des compétences, de l'expérience dans l'un des domaines suivants? Votre profil pourrait nous intéresser.

- Enseignement
- Pédagogie ou didactique
- Éducation ou enseignement spécialisé
- Animation socioéducative ou socioculturelle
- Formation d'adultes
- Agronomie
- Sciences forestières
- Protection de l'environnement
- Développement durable
- Gestion de projets
- Théologie, pastorat ou diaconat
- Catéchèse
- Médiatique ou audiovisuel/communication
- Administration ou gestion d'entreprise
- Comptabilité et finances

Vous avez envie d'en savoir plus?  
Contactez Valérie Maeder:  
[maeder@dmr.ch](mailto:maeder@dmr.ch).



## LES ENVOIS SUD-NORD

Sous le signe de la réciprocité, en plus de l'envoi de personnes de Suisse auprès de ses partenaires du Sud, DM promeut l'accueil de professionnel-le-s du Sud en Suisse. En particulier dans le cadre de la formation continue des collaboratrices et des collaborateurs des Églises et des institutions partenaires au Sud, ces échanges Sud-Nord sont organisés ponctuellement dans les trois domaines d'engagement de DM. Le partage des pratiques, les expériences croisées et l'interpellation mutuelle sont au cœur de ces échanges.



## NOS OFFRES POUR LES PAROISSES

Avec un large panel d'offres, l'association DM souhaite répondre aux attentes et aux besoins des paroisses. Les thématiques sont nombreuses : vivre l'Église universelle, expérimenter l'interculturalité sur le plan communautaire, pratiquer la solidarité, renouveler la vie culturelle.

### Concrètement cela signifie :

- la mise en relation avec les représentant-e-s de nos partenaires et avec nos envoyé-e-s ;
- un soutien pour organiser vos événements : conférences, tables rondes, ciné-débats, repas solidaires ou autres activités que vous imaginez ;
- des informations autour de nos projets en vous fournissant différents supports comme des fiches de projets, dépliants, photos, vidéos, sets de table ;
- des animations lors de vos activités paroissiales : cultes clé en main, pistes

- et animations bibliques, liturgies, cantiques et musiques du monde, participation au culte, soit en le prenant en charge totalement, soit en intervenant par exemple pour la prédication ou des témoignages ;
- un soutien pour organiser des voyages de groupes auprès de nos Églises partenaires, la visite d'un de nos projets, des camps-chantiers et des voyages mêlant art et spiritualité ;
- des formations en théologie interculturelle, des stages d'immersion avec l'Office protestant de la formation, un

- séminaire d'islamologie au Maroc ;
- la construction de liens entre paroisses au Nord et au Sud, que ce soit à travers le parrainage d'un-e envoyé-e, d'un projet ou le jumelage avec une Église du Sud.

DM est là pour vous. Vous pouvez consulter notre catalogue d'offres sur notre site web : [www.dmr.ch/ressources/theologie-et-animations](http://www.dmr.ch/ressources/theologie-et-animations) et nous contacter par e-mail : [animation@dmr.ch](mailto:animation@dmr.ch).





## AFRIQUE AUSTRALE

Mozambique  
Programme régional  
DM – 156.7001

L'Église presbytérienne du Mozambique (IPM) témoigne de la force transformatrice de l'Évangile depuis plus de 130 ans. Elle est aussi un partenaire historique de DM, signe de fidélité et de profonde amitié au-delà des soubresauts de l'histoire. En matière de formation théologique, l'IPM constate qu'il y a un grand manque de cadres capables à terme d'assurer l'enseignement, notamment à l'école théologique de Khovo. Présente sur tout le territoire, l'IPM a la volonté d'offrir des formations aux laïques. Un outil déjà privilégié mais à renforcer ces prochaines années est l'enseignement théologique à distance, en partenariat avec l'organisation All Africa Theological Education by Extension (AATEEA), une institution africaine spécialisée dans ce domaine. Étant donné qu'une majorité des membres de l'IPM vit



dans des zones rurales et exerce le métier de paysan-ne, DM soutient la transition écologique de l'IPM avec une approche agroécologique. Dans le cadre de la formation théorique et pratique en agroécologie

proposée à divers groupes de paysan-ne-s, l'IPM a mené des projets pilotes pendant près de deux ans sur ses terrains. Cette formation pour des pratiques plus durables et responsables est également donnée à des élèves et au corps enseignant d'une école de Mabilibili. Ces projets permettent notamment d'améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

Les échanges de personnes prévus en 2023 sont aussi un atout pour favoriser les synergies et pour dynamiser le partenariat.

### Budget total du programme 2023 : CHF 115 300

156.7151	Mozambique	IPM – Dynamique communautaire
156.7161	Mozambique	IPM – Une agriculture pour la vie
156.7231	Mozambique	IPM – Formation théologique de qualité

## AFRIQUE CENTRALE

Cameroun – République  
démocratique du Congo – Rwanda  
Programme DM – 164.7001

### Cameroun

Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) propose et soutient des projets d'éducation à l'environnement au sein des écoles, ainsi que des formations aux communautés paysannes pour une agriculture qui respecte l'environnement

et réduit les risques liés aux changements climatiques. La nouvelle phase du programme met un accent particulier sur l'agroécologie, contribuant ainsi au développement d'une société plus démocratique, équitable et saine.

Dans les zones où intervient notre partenaire, la population a accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante, produite dans des conditions préservant les écosystèmes et commercialisée selon des critères d'équité sociale. Au moyen d'ateliers participatifs, les enfants et

les jeunes sont formés et équipés pour affronter les défis d'une vie personnelle, professionnelle et sociale épanouie et s'engager comme citoyen-ne-s affirmés.

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord demeure préoccupante et des milliers de personnes ont dû partir. Le CIPCRE-Cameroun accueille des personnes déplacées dans le but de faciliter leur intégration dans un contexte tendu.

La Fondation TerrEspoir soutient des projets de développement au Cameroun qui concernent la production proprement dite, les moyens à disposition et les outils nécessaires à la production, au développement des techniques agricoles et à la commercialisation. Elle s'appuie sur la coopérative TerrEspoir et son réseau d'agriculteur-trice-s et de technicien-ne-s. Active dans le réseau Secaar, TerrEspoir participe à des réseaux d'échange et à des formations sur les bonnes pratiques. À terme, elle espère mettre sur pied un véritable partenariat s'appuyant sur une démarche de programme pour valoriser l'échange et l'acquisition d'expériences, avec pour ob-





jectif une responsabilité de toute la chaîne de production et de distribution agroécologiques, notamment au travers des nouvelles générations d'agricultrices et d'agriculteurs. TerrEspoir renforce les capacités des familles paysannes afin qu'elles adoptent des alternatives de production aux sources énergétiques et aux engrais chimiques de synthèse. Elle promeut une meilleure implication des jeunes et des femmes dans la production agricole bio-équitable.

### Congo (RDC)

La République démocratique du Congo est un immense territoire, presque 57 fois plus grand que la Suisse, qui connaît une situation extrêmement tendue aux niveaux politique, économique et climatique.

Notre partenaire sur place, l'école Lisanga, accueille près de 750 enfants en classes primaire et maternelle. C'est une école qui veut être différente et qui aide l'enfant à comprendre le monde dans lequel il vit et l'incite à se considérer comme actrice et acteur de son avenir et de l'avenir de son pays. Pour cela, en plus de la formation continue des enseignant-e-s, qui reste un enjeu important, la sensibilisation au développement durable et l'éducation à la santé sont primordiales. Des actions concrètes sont développées avec les enfants

et avec les parents, comme par exemple la création de jardins potagers, le ramassage des ordures et le tri des déchets, et des ateliers de nutrition.

### Rwanda

Petit pays d'Afrique de l'Est, le Rwanda a connu un développement tel durant ces 20 dernières années qu'il représentait un modèle pour de nombreux pays africains. Malheureusement, les crises successives liées au COVID-19 et à la guerre en Ukraine et l'explosion de la pauvreté menacent d'effacer plusieurs décennies de progrès. Pour y faire face, l'Église presbytérienne au Rwanda (EPR) poursuit son engagement pour une éducation de qualité et son soutien aux plus démunis-e-s.

Situées en milieu rural, les 20 écoles soutenues par l'EPR ont mis en œuvre une approche globale leur permettant d'améliorer leurs locaux et le matériel à disposition, de former les enseignant-e-s, de stimuler le partage d'expériences et d'accompagner les enfants dans leur développement intégral.

Un important enrichissement mutuel a également eu lieu en automne 2022 lors d'un échange Sud-Nord avec la venue de directrices et de directeurs d'écoles de l'EPR au sein d'établissements en Suisse pendant un mois.

Pour venir en aide aux jeunes les plus vulnérables, l'EPR a créé le Centre presbytérien d'amour des jeunes (CPAJ). Les restrictions en période de pandémie comme l'arrêt des activités génératrices de revenus, les confinements et les fermetures des écoles ont conduit à une hausse de la violence, notamment au sein des familles, et à une augmentation des grossesses. Ces grossesses, le plus souvent non désirées, concernent de nombreuses jeunes filles de moins de 21 ans. Ces jeunes filles mères sont rejetées par leur famille, contraintes d'abandonner leur scolarité et se retrouvent dans une situation d'extrême pauvreté. Le CPAJ tient compte de la singularité de chaque situation afin que les jeunes filles retissent des liens avec leur famille, créent des liens avec leur enfant, réintègrent le cursus scolaire ou suivent une formation professionnelle.

Le CPAJ accompagne également des enfants en situation de rue. Affamés, n'ayant parfois pas de quoi se nourrir pendant plusieurs jours, témoins ou victimes de tensions au sein de leur famille, de nombreux enfants rompent tout lien avec leur famille et l'école. Grâce à un accompagnement ciblé, le CPAJ leur permet de retrouver une place dans leur famille et dans la société et favorise leur réinsertion scolaire ou l'accès à une formation professionnelle.



### Budget total du programme 2023 : CHF 388 200

134.7041	Cameroun
134.7061	Cameroun
164.7041	Rwanda
197.7021	Congo (RDC)
768.7061	Cameroun

CAMPAGNE  
SECURISÉE

CIPCRC – Promotion du développement durable dans les écoles  
 CIPCRC – Respect de la terre et des humains  
 EPR – Une éducation de qualité pour les citoyen-ne-s de demain  
 Lisanga – Une école pour la vie  
 TerrEspoir – Le bon goût du commerce équitable



## AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin – Togo  
Programme régional  
DM – 100.7101

### Bénin

Si le Bénin connaît une certaine stabilité politique, son économie, très dépendante du secteur agricole, a des difficultés à cause du dérèglement climatique et du conflit en Ukraine, qui influencent indirectement le prix des denrées alimentaires. La paupérisation de la population augmente et le niveau d'éducation est de plus en plus préoccupant.

L'Église Protestante Méthodiste du Bénin (EPMB) développe des modules de formation afin que les jeunes pasteur-e-s acquièrent des compétences leur permettant de faire le lien entre la théologie et les réalités des populations et de les aider à y faire face. L'EPMB appuie également trois écoles dans le cadre d'un projet pilote pour l'amélioration de la qualité de l'éducation, avec un accent particulier sur la formation des enseignant-e-s et sur l'accès à l'eau.

Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) appuie des communautés paysannes dans quatre villages pilotes situés dans une zone particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Le CIPCRE accompagne leur transition agroécologique, promeut l'accès à l'eau et à l'hygiène, sensibilise les élèves à l'environnement et renforce les actrices et les acteurs institutionnels par le soutien à des réseaux d'ONG et la formation de femmes leaders.

Le CIPCRE a identifié les filières alimentaires prioritaires, qui sont le maïs, le riz, l'aquaculture, les cultures maraîchères et le petit élevage. Il accompagne les bénéficiaires dans la mise en œuvre de bonnes pratiques agroécologiques, soit dans la rotation des cultures, l'assolement, le paillage, le labour perpendiculaire à la pente, l'utilisation de légumineuses, le recours aux biopesticides pour lutter contre les ravageurs, l'exploitation de variétés à cycle court, la diversification agricole par l'élevage et la pisciculture, et la réalisation d'en-

clos d'élevage adaptés sur pilotis en raison des crues, la réalisation d'infrastructures de pisciculture adaptées à l'aide de bacs ou de bâches hors sol, de cages flottantes, de poches de filets fixes.

La transhumance est une contrainte majeure et récurrente pour les agricultrices et les agriculteurs à cause des dégâts occasionnés sur les sols cultivés et les habitations. Pour y remédier, le CIPCRE organise des émissions radios pour sensibiliser la population à cette problématique et appeler au dialogue.

Pour un impact durable, le CIPCRE soutient les établissements scolaires de ces villages avec la mise en place de jardins potagers utiles pour la cantine et mène des actions de sensibilisation à l'environnement et au maintien de la biodiversité.

### Togo

Le Togo a retrouvé une certaine stabilité politique et économique, mais la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine rendent la vie plus difficile pour une grande partie de la population, dont plus de la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté. Les tensions et les violences dans toutes les strates de la société compromettent l'accès à une vie décente. En parallèle, l'exercice continu du pouvoir par une seule famille depuis plus de 50 ans attise toutes les frustrations.

Dans ce contexte, les projets du Mouvement Africain pour la Justice et la Solidarité (MJS Afrique) et le Programme d'Accompagnement Œcuménique des Églises du

Togo (PAOET) œuvrent pour réduire les tensions et favoriser la paix dans le pays.

La violence est très présente dans le pays mais aussi dans les foyers et dans les écoles, où elle est utilisée comme outil d'éducation des enfants. Une étude menée par le MJS montre qu'une majorité de parents estime que la violence physique fait partie de l'éducation et est nécessaire pour que l'enfant comprenne ses erreurs, interprète les valeurs sociales et morales et apprenne à respecter ses aîné-e-s. Cet avis est partagé par les enseignant-e-s, qui sont contre l'arrêt des punitions corporelles, au motif que cela risquerait d'augmenter l'indiscipline et le taux d'échec des élèves.

Face à cette situation, le MJS propose des formations sur la communication pacifique et non violente aux enseignant-e-s, aux parents et aux élèves et met en place des clubs de paix. Le MJS renforce également son réseau national d'animatrices et d'animateurs, qui contribuent à une culture de paix et de non-violence au Togo, notamment auprès des conducteurs de taxi moto et des jeunes leaders des partis politiques.

Le PAOET, issu de l'Église Évangélique Présbytérienne et de l'Église Méthodiste du Togo, promeut le dialogue entre les actrices et les acteurs politiques et la société civile. Il propose des formations pour les personnes concernées à tous les niveaux des Églises ainsi qu'aux journalistes et aux élu-e-s locaux afin que chacun-e puisse contribuer à l'amélioration de la situation sociopolitique et à la consolidation de la paix au Togo.



### Budget total du programme 2023 : CHF 165 900

112.7041	Bénin
112.7061	Bénin
112.7141	Bénin
112.7171	Bénin
188.7171	Togo

CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

CIPCRE – Promotion du développement durable dans les écoles
CIPCRE – Respect de la terre et des humains
EPMB – Une éducation de qualité pour tou-te-s
EPMB – Formation en Église et dynamique communautaire
MJS/PAOET – Vie et témoignage des Églises au Togo

## AMÉRIQUE LATINE

Cuba – Mexique  
Programme DM – 400.7001

Les projets développés par les partenaires de DM en Amérique latine ont pour but de fournir aux personnes responsables des communautés locales les outils nécessaires pour faire face aux défis de leur contexte, dont l'autosuffisance alimentaire, en étant à la fois plus autonomes et plus ouvertes à d'autres réalités.

Pour atteindre cet objectif, DM soutient ses partenaires dans quatre axes :

- la formation de responsables (ministres et laïques) en théologie contextuelle en et animation communautaire;
- la sensibilisation d'adultes et d'enfants à la culture de la paix et à l'inclusivité, ainsi que le soutien aux actions locales de solidarité (pastorale sociale);
- la sensibilisation à des comportements de production et/ou de consommation alimentaires socialement et écologiquement responsables;
- le renforcement des capacités institutionnelles et de formation d'adultes, ainsi que le soutien au partage des savoirs au sein du réseau régional.

DM soutient les actions de ses partenaires et facilite notamment l'apprentissage et le partage de compétences par l'échange de personnes dans une optique de réciprocité.

### Cuba

À Cuba, la majorité de la population souffre chaque jour de la crise économique déclenchée par les importants change-

ments monétaires décidés par le gouvernement en 2021. Le blocus mis en place par les États-Unis et la suspension du tourisme durant des mois en raison du COVID-19 ont aggravé la situation, qui se double aujourd'hui d'une crise énergétique. Dans un tel contexte, l'engagement et le travail de proximité réalisé par les Églises et les institutions partenaires locales auprès des groupes les plus vulnérables sont essentiels pour leur permettre de relever la tête et leur redonner espoir.



### Mexique

Au Mexique, plusieurs groupes de personnes sont davantage exposés au climat de violence qui règne dans presque tout le pays. Il s'agit principalement de communautés indigènes, surtout paysannes à la campagne, et marginalisées en périphérie urbaine, au sein desquelles les femmes et les jeunes sont particulièrement à risque. Dans ce contexte, les institutions partenaires de DM déploient leurs compétences en formation d'adultes et sont de précieux relais en faveur des revendications légitimes de ces populations pour le respect de leurs droits et la reconnaissance de leur culture.

### Budget total du programme 2023 : CHF 344 200

460.7031	Cuba	Formation et dynamiques communautaires
460.7061	Cuba	Production et consommation écologiquement responsables
460.7091	Cuba	Formation et sensibilisation à l'inclusivité (genre)
464.7031	Mexique	Formation et dynamiques communautaires
464.7061	Mexique	Production et consommation écologiquement responsables

## Océan Indien

Madagascar – île Maurice  
Programme DM – 148.7101

### Madagascar

À Madagascar, la précarité fragilise le lien social traditionnel, la violence et la corruption augmentent, et la crise sanitaire accentue les tensions. La direction de l'Église de Jésus-Christ (FJKM) s'engage pour la restauration des valeurs d'intégrité, de justice et d'équité au sein de la société malgasy au travers du projet éducatif mis en œuvre dans ses 600 écoles, qui accueillent 150 000 élèves.

Neuf écoles primaires situées en zones rurales, dont certaines ont subi les effets dé-





vastateurs du cyclone Batsirai en 2022, bénéficient d'appuis spécifiques et adaptés à leur contexte pour devenir des espaces accueillants, sécurisés et stimulants. Les élèves ayant le plus difficilement accès à une éducation de qualité peuvent y construire les bases d'une vie personnelle, professionnelle et sociale épanouie. Une importante priorité est donnée aux conditions minimales d'hygiène et de sécurité pour les salles de classe, l'accès à l'eau et les besoins particuliers des filles. Les enseignant-e-s des écoles sont formés et accompagnés pour développer une approche pédagogique plus active et participative et pour encourager les élèves à exprimer leurs idées et à s'exercer au débat. Le module de missiologie donné dans le

cadre de la formation théologique des pasteur-e-s leur permet de mieux comprendre les populations les plus vulnérables, de les accompagner et d'être à leur écoute sans jugement. La formation théorique est complétée par des stages diaconaux sur le terrain en zone urbaine et en zone rurale dans les régions rencontrant des difficultés locales comme le trafic de personnes, la violence liée aux vols de bétail ou encore la prostitution des mineur-e-s.

L'Église Presbytérienne de Maurice (EPM) encourage ses membres à une participation active à la vie communautaire et à un témoignage concret vers l'extérieur. Dans un contexte de grande diversité culturelle et religieuse, elle forme ses membres à

prendre soin les un-e-s des autres et à développer des actions de solidarité envers les groupes les plus précarisés de la population comme les personnes sans domicile, les jeunes déscolarisés, les migrant-e-s malgaches, etc.

Afin d'améliorer l'accompagnement de sa paroisse malgache, l'EPM prévoit un échange Sud-Sud entre Madagascar et l'Île Maurice. Dans un premier temps, un-e pasteur-e malgache sera envoyé à Maurice et, dans un deuxième temps, un-e membre de l'EPM le sera à Madagascar. Cet échange de personnes est placé sous le thème de la diaconie et de l'interculturalité et vise à renforcer les liens entre les deux communautés.

### Budget total du programme 2023 : CHF 340 600

148.7131	Madagascar	FJKM – Formation et dynamique communautaire
148.7141	Madagascar	FJKM – Une éducation de qualité pour les citoyen-ne-s de demain
154.7171	Île Maurice	EPM – Formation en Église et dynamique communautaire

## SUISSE

### Travail avec les Églises Programme DM – 920.0000

DM s'engage pour stimuler et renforcer le témoignage des Églises en Suisse. Pour cela, elle met à disposition des ressources afin de favoriser la réflexion sur la mission, l'interpellation mutuelle, l'appui aux Églises face aux enjeux et un vivre-ensemble des diversités culturelles, générationnelles ou spirituelles. Ce travail passe notamment par :

- la mise à disposition de personnes ressources pour participer à un culte, animer une rencontre de catéchisme, une conférence à un groupe d'ainé-e-s, etc. ;
- une offre de séjours et d'engagements individuels ou en groupe, tant au Nord qu'au Sud, auprès des Églises et des organisations partenaires ;
- la mise à disposition de matériel : réflexions missiologiques, pistes



- bibliques, prières, chants, matériel catéchétique, documentation sur les projets, films, ressources qui traitent des questions intercultu(r)elles, etc. ;
- l'organisation d'événements thématiques ponctuels : conférence, tournée

### Budget total du programme 2023 : CHF 125 300

100.7062		Animation rurale - liens avec l'aumônerie des paysan-ne-s
768.7061	Suisse	TerrEspoir – Le bon goût du commerce équitable
880.711	Suisse	Échanges intercultu(r)els : soutien aux voyages de groupe et échanges jeunesse
921.5000		Commission de missiologie
921.6000	Suisse	Relations avec les Églises issues de la migration
921.9000	Suisse	Formation en théologie interculturelle et christianisme mondial
922.1000	Suisse	Animation en paroisses

- artistique, projection de film suivie d'une table ronde, visite de délégations internationales, vernissage de livres touchant à la mission de l'Église, etc. ;
- un poste d'envoyé-e du Sud travaillant en Suisse sur la thématique des relations avec les Églises issues de la migration ;
- la promotion du commerce équitable au travers de son appui au réseau TerrEspoir, une fondation qui commercialise les produits de groupements de cultivatrices et de cultivateurs camerounais issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement ;
- en collaboration avec plusieurs institutions, dont l'Institut œcuménique de Bossey, la mise en place d'une formation en théologie interculturelle adressée aux responsables d'Églises.

### Formation en théologie interculturelle et christianisme mondial

Nos paroisses reflètent de plus en plus la dimension interculturelle de la société. Pour préparer les différents lieux d'Église aux défis du vivre-ensemble, une formation en théologie interculturelle a été mise sur pied entre plusieurs institutions, dont DM. La première édition de cette formation a eu lieu en 2021–2022 à l'Institut œcuménique de Bossey, en Suisse. Pour la deuxième édition, huit modules sont planifiés entre octobre 2022 et mai 2023. Chaque module est mené par un tandem professoral interculturel et aborde chacune des thématiques en laissant aux participant-e-s la possibilité de contribuer à partir de leurs expériences.

## ACTION CHRÉTIENNE EN ORIENT

Égypte – Iran – Irak – Liban – Syrie  
Travail en réseau DM – 200.7301

Programme d'islamologie  
Cameroun – Maroc  
Travail en réseau DM – 200.7331

### Action Chrétienne en Orient

Le 6 décembre 1922, l'Action Chrétienne en Orient (ACO) a été créée pour venir en aide aux Arméniens victimes du génocide dans l'Empire ottoman. Son attention s'est principalement portée sur les orphelins, certains étant même amenés jusqu'en Suisse suite à la destruction de leur orphelinat.

Les festivités du centenaire en 2022 ont été marquées par l'instabilité et la violence qui persistent dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Dans ce contexte, l'apport de l'ACO Fellowship est plus que jamais d'actualité.

Au Liban, une crise politico-économique sans précédent pousse nos partenaires à développer des projets de cultures afin d'assurer la subsistance de base de la population. Le projet Semences d'espoir à l'école d'Anjar en est un modèle, offrant une formation aux élèves et au corps enseignant et les encourageant à transmettre leurs connaissances au sein de leurs familles et dans leurs villages. Grâce à ce projet 100 % biologique, les surfaces de culture ont déjà presque doublé après une année seulement.

L'ouvrage collectif dirigé par **Sisvan Nigolian et Pascal Roman**,

*Sauver les enfants, sauver*

*l'Arménie* relate les circonstances et enjeux de cet accueil à Begnins par le pasteur Krafft-Bonnard, et est disponible au secrétariat de DM.



La crise libanaise a des répercussions importantes sur la Syrie, en guerre depuis plus de dix ans. En Iran, les chrétiens sont isolés du monde extérieur, leurs communications étant surveillées. Malgré ces défis, les trois partenaires moyen-orientaux de l'ACO Fellowship persévèrent et restent des porteurs de lumière, de paix et d'espoir auprès de leurs concitoyens éprouvés.

Les trois partenaires européens, dont DM, se mobilisent pour soutenir leurs sœurs et leurs frères de manière durable.

### Égypte

Durant six ans, le pasteur Michael Schlick, envoyé de DM, a accompagné l'Église évangélique du Caire et l'Église protestante d'Alexandrie. Durant sa mission, la situation des deux Églises a pu être améliorée et de nouveaux projets diaconaux ont été créés. Le projet Joie d'enfants accueille des enfants non scolarisés pour des activités ludiques et pédagogiques. À Alexandrie, la Villa l'Espérance a été restaurée et, en plus de l'accueil de femmes handicapées, l'Église va accueillir des étudiants. DM et l'ACO – France continuent par ailleurs à soutenir la communauté soudanaise, dont la situation précaire a encore empiré avec la pandémie.

### Programme en islamologie

#### Maroc

Depuis l'indépendance du Maroc en 1956, beaucoup d'Églises ont perdu de leur dynamisme, tandis que la population forte-

ment hétérogénéisée avec la migration a été confrontée à un grand choc culturel. Le besoin s'est fait sentir de former les cadres religieux pour faire face aux défis actuels et accompagner au mieux les communautés à vivre leur foi dans un esprit d'ouverture et de tolérance. C'est ainsi que l'Institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa est né. Situé à Rabat, l'institut s'ancre dans un contexte musulman et pratique l'œcuménisme avec pour objectif un vivre-ensemble harmonieux. S'il accueille à ce jour une grande majorité d'étudiants venus d'Afrique subsaharienne, l'institut se fait davantage connaître et entre peu à peu dans le paysage de la formation théologique en Suisse.

Depuis 2021, DM met chaque année au concours trois bourses pour participer au séminaire d'islamologie organisé par l'institut sur deux semaines au mois de juillet. C'est une opportunité de découvrir l'islam autrement ainsi que différents outils pour entrer en dialogue.

#### Cameroun

À Yaoundé, une formation en islamologie cohérente et coordonnée est proposée au sein de l'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC) avec pour but de l'étendre à d'autres lieux de formation de manière à constituer un réseau. Elle vise également à assurer une meilleure connaissance de l'islam et un engagement renforcé des Églises francophones concernées dans le pays dans les relations entre chrétiens et musulmans.

### Budget total du programme 2023 : CHF 175 300

106.7331	Égypte	Vie de l'Église et présence protestante
106.7351	Égypte	Formation et dynamique communautaire
200.7311	Moyen-Orient	Action Chrétienne en Orient Formation et diaconie
200.7331	Cameroun	UPAC Formation en islamologie
200.7331	Maroc	Institut al Mowafaqa Formation en islamologie
251.7361	Liban	UAECNE Jardins potagers avec l'école d'Anjar



## CEVAA

Travail en réseau  
DM – 840.7101

La Communauté d'Églises en Mission (Cevaa) regroupe 35 Églises d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique du Sud et d'Europe, dont les sept Églises rattachées à la Conférence des Églises romandes (CER). La Cevaa met en commun des ressources spirituelles, humaines et matérielles : aider les Églises à ne pas se replier sur elles-mêmes, témoigner



de l'Évangile dans des sociétés sécularisées et pluri-religieuses, lutter pour la dignité de toute personne et en particulier celles en

situation de précarité. La Cevaa promeut des projets et des actions communes pour faire réfléchir et agir les Églises sur différentes thématiques, comme par exemple l'impact des mutations sociales sur les modèles familiaux au sein des Églises, et vise à consolider le vivre-ensemble sous la forme d'une communauté en mission. Un accent particulier est donné à la place des femmes et au rôle des jeunes. La Cevaa soutient aussi ses Églises membres par l'échange de personnes comme avec le pasteur Espoir Adazi, venu du Togo avec sa famille et envoyé auprès de l'Église Protestante de Genève.

**Budget total du programme 2023 : CHF 308 200**

## CENTRALE DE LITTÉRATURE CHRÉTIENNE FRANCOPHONE

Travail en réseau DM – 840.7021

La Centrale de littérature chrétienne francophone (CLCF) est un centre de ressources, de partage et d'échanges internationaux dans le respect de la diversité culturelle de ses partenaires. Cofondée par DM et le Service Protestant de Mission (Défap), elle est basée en Alsace. Elle œuvre depuis près de 40 ans au service des

Églises et des institutions de formation théologique francophones à travers le monde. La CLCF a une double vocation : équiper les bibliothèques des institutions de formation théologique francophones d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et s'engager dans le partage d'expériences, notamment par des formations de bibliothécaires. Concrètement, le travail de la CLCF vise à :

- offrir un choix par les catalogues de données bibliographiques théologiques ;
- stocker les ouvrages théologiques neufs et d'occasion ;
- rechercher des livres introuvables dans

des bibliothèques pour consolider les fonds des bibliothèques ;

- organiser des bourses de livres sous forme de paniers théologiques dans le cadre des programmes missionnaires ;
- proposer des programmes de formation des bibliothécaires en Afrique : Cameroun depuis 2001, Madagascar depuis 2006, Afrique de l'Ouest depuis 2016 et Rwanda depuis 2020 ;
- mettre en valeur et diffuser la littérature chrétienne de nos partenaires à l'étranger ;
- soutenir la formation des pasteur-e-s et des laïques investis dans les Églises partenaires.

**Budget total du programme 2023 : CHF 23 500**

## SECAAR

[ CAMPAGNE  
ŒCUMÉNIQUE ]

Afrique (basé au Togo)  
Travail en réseau DM – 100.7001

Le Secaar est un réseau constitué d'Églises et d'ONG actif dans une dizaine de pays d'Afrique francophone, ainsi qu'en France et en Suisse. Les membres du réseau s'engagent pour un développement holistique qui touche toutes les dimensions de l'être humain : matérielle, sociale, environnementale et spirituelle. Les partenaires du Secaar forment les responsables d'Églises et les étudiant-e-s en théologie à la dimen-

sion globale de l'Évangile et à sa capacité à transformer les sociétés. Le Secaar s'engage aussi pour une transformation des systèmes alimentaires vers plus de durabilité. Des bonnes pratiques agroécologiques sont testées, partagées et multipliées par des paysan-ne-s pilotes, en particulier au Togo et au Bénin. Chaque année, des centaines de familles paysannes sont ainsi formées et mettent en œuvre les pratiques apprises.

En 2023, le Secaar va étendre la diffusion de l'agroécologie au sein de structures scolaires avec la mise en place de jardins potagers dans les écoles, dans le but de sensibiliser les jeunes au respect de la terre et des

humains et de promouvoir les bonnes pratiques agroécologiques et une alimentation saine auprès de leurs familles.



**Budget total du programme 2023 : CHF 284 300**

100.7031	Afrique	Secaar – Accompagnement socioéconomique, environnemental et spirituel des communautés
100.7061	Afrique	Secaar – Agroécologie et bien-être des communautés rurales

## MISSION 21

Mission 21 est une communauté mondiale d'Églises et d'organisations partenaires en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Ensemble, nous nous engageons depuis plus de 200 ans pour assurer à toutes et à tous une vie dans la dignité sur la base de la foi chrétienne.

Nous proposons une coopération au développement durable et une aide d'urgence et de reconstruction. En tant que communauté internationale d'apprentissage, nous offrons une possibilité de participer à l'Église universelle. Nous créons un espace d'échange interculturel et de coopération interreligieuse et nous encourageons la compréhension des interdépendances mondiales. Notre offre s'adresse à toutes les personnes, indépendamment de leur religion, leur origine ou leur sexe.

Missionsstrasse 21  
Case postale 270 | 4009 Bâle  
Tél. 061 260 21 20  
info@mission-21.org  
www.mission-21.org  
IBAN CH58 0900 0000 4072 6233 2  
Numéro d'exonération fiscale  
CHE-105.706.527

## AMÉRIQUE LATINE

Mission 21  
Programme de coopération  
400.1001

L'Amérique latine compte environ 650 millions d'habitant-e-s, soit à peine 8,4 % de la population mondiale. Pourtant, 30 % des décès liés à la pandémie de COVID-19 dans le monde ont eu lieu en Amérique latine. En matière de développement économique et social, la crise sanitaire a entraîné un retour en arrière de plusieurs années.

Au Pérou, par exemple, près de deux millions de personnes ont sombré dans la misère. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 20 % en 2019 à 30 % en 2021. Pendant la pandémie, nombre d'élèves n'ont pas eu accès aux enseignements. Cela aura notamment une incidence majeure sur les perspectives d'avenir et l'autonomie des filles et des jeunes femmes dans les régions rurales. En Bolivie et au Pérou, les pénuries d'approvisionnement en engrais et la hausse du prix de l'énergie et des denrées alimentaires en raison de la guerre en Ukraine ont mis les familles à rude épreuve. Quand à l'absence de perspectives s'ajoutent la faim et le désespoir, les incertitudes pesant sur l'approvisionnement et la propension à la violence augmentent dramatiquement au sein des foyers.

Les organisations partenaires de Mission 21 en Bolivie, au Chili, au Costa Rica et au

Pérou élaborent des solutions de bonnes pratiques visant à renforcer durablement les ménages et les groupes sociaux les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles. L'objectif est que ces personnes puissent mener une vie aussi autonome et digne que possible. Nos partenaires concentrent leur travail sur les domaines suivants :

### Souveraineté alimentaire dans les Andes

Dans les Andes méridionales du Pérou et de la Bolivie, nos partenaires travaillent avec plus de 2500 familles paysannes pour garantir leur droit à l'alimentation. Ils promeuvent des méthodes d'agriculture agroécologiques permettant de cultiver les sols et les champs en harmonie avec la nature. Ils créent de nouveaux systèmes alimentaires à l'aide de semences locales, d'engrais organiques et de jardins d'hiver qui fournissent aux familles des aliments nutritifs durables et améliorent leurs revenus. Grâce à cela, les familles sont renforcées dans leur résilience et leur autonomie. Nombre d'entre elles ont ainsi pu s'en sortir pendant la pandémie.

### Lutte contre les violences – promotion de l'autonomie

Violence et impunité sont un problème structurel largement répandu dans les pays d'Amérique latine. Aussi, nos partenaires s'engagent contre les violences domestiques, sexuelles et basées sur le genre à l'encontre des femmes, des enfants et des membres de la communauté LGBTQI+. Ces violences

peuvent être d'ordre psychologique, économique ou physique et survenir dans l'espace public ou dans le cadre familial. Nos partenaires mènent des activités de prévention dans les écoles, les communautés rurales et les quartiers urbains des grandes villes. Ils accompagnent également les victimes de violences sexuelles et domestiques. Les auteur-e-s de violences sexuelles sont rarement poursuivis pénalement ou contraints de rendre des comptes. Nos partenaires en Bolivie, au Chili et au Pérou œuvrent pour que cette situation change. Enfin, notre partenaire au Costa Rica offre un hébergement aux militant-e-s de l'environnement et des droits humains persécutés et contribue ainsi à lutter contre les violences à l'encontre des activistes politiques dans toute l'Amérique latine.

### Renforcées pour l'avenir : formation et promotion des femmes au Chili et au Pérou

À une époque où la démocratie est menacée par un mécontentement social croissant lié à l'augmentation de la pauvreté et à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, il est essentiel que les individus connaissent leurs droits et leurs devoirs, qu'ils puissent les faire valoir et les revendiquer de manière pacifique. Nous menons un travail éducatif afin d'améliorer la participation politique et sociale des groupes vulnérables. Par exemple, dans les Andes méridionales du Pérou, des femmes et des enfants autochtones issus de familles paysannes bénéficient de cours d'alphabétisation, de cours de soutien et de formations.

### Budget total du programme et des projets 2023 : CHF 1 145 145

400.1020	Chili, Costa Rica, Pérou	Formation pour un changement social en Amérique latine
400.1021	Bolivie, Chili, Costa Rica, Pérou	Lutte contre les violences – promotion de l'autonomie
420.1020	Bolivie, Pérou	Souveraineté alimentaire dans les Andes
476.1020	Chili, Pérou	Renforcées pour l'avenir : formation et promotion des femmes au Chili et au Pérou

CAMPAGNE  
ÉCUMENIQUE



Dans son programme en Asie, Mission 21 met l'accent sur l'égalité des genres et la participation des femmes et des jeunes filles, ainsi que sur les organisations partenaires locales, afin qu'elles puissent initier des changements sociaux et mettre en œuvre des projets.

Les actrices et les acteurs religieux mobilisent leurs compétences et leur potentiel afin de promouvoir le développement durable et la paix. Des années de collaboration avec des organisations citoyennes ecclésiastiques et islamiques en Indonésie, en Malaisie et à Hong Kong ont permis de développer des relations de confiance, une excellente connaissance du contexte et des réseaux solides. Cette base idéale favorise la mise en œuvre de projets locaux et suprarégionaux visant à améliorer durablement la situation des femmes et des filles dans les familles et au sein de la société.

### Des moyens de subsistance assurés

À Bornéo ou en Papouasie, les familles vivant dans les milieux ruraux subviennent à leurs besoins grâce au rendement de leurs terres, mais cela ne suffit pas pour payer la scolarité des enfants. Elles n'arrivent pas à mettre de l'argent de côté et se retrouvent souvent dans une situation critique en cas de maladie ou d'accident. Pour Mission 21 et ses organisations partenaires, la garantie des moyens de subsistance est un élément central. Des activités du programme visent à éliminer la violence structurelle et la discrimination sociale dont les femmes sont victimes. Grâce à des bourses d'études, les femmes peuvent poursuivre leur formation et ne sont plus enfermées dans les structures traditionnelles. L'accès à la formation post-scolaire empêche notamment le mariage des enfants ou l'exploitation au travail.

Par ailleurs, le programme renforce les structures villageoises dans les zones rurales et favorise le développement communautaire, en tenant compte de l'héritage culturel. Des centres de formation communaux et des activités génératrices de revenus spécifiquement destinées aux femmes sont mis en place. Par exemple, les produits textiles et tressés, qui sont traditionnellement fabriqués par des femmes, sont développés en fonction des besoins des différents marchés. La vente directe ainsi que des partenariats avec des organisations commerciales locales permettent aux femmes d'écouler leurs produits. Elles sont en outre encoura-



gées à constituer des groupes de production et de commercialisation et peuvent apprendre de la réussite d'autres groupes de femmes ou coopératives.

La protection des ressources naturelles, notamment les forêts, les sols et les cours d'eau est indispensable à la préservation de leur lieu de vie. Les mesures de prévention des risques naturels croissants liés à la déforestation et aux événements météorologiques extrêmes deviennent de plus en plus importantes, notamment la mise en place de structures de gestion des catastrophes.

### Action contre la violence à l'égard des femmes

Le programme transnational d'action contre la violence à l'égard des femmes implique des organisations régionales et locales, et des réseaux qui œuvrent pour l'égalité des genres, l'amélioration de la situation des travailleuses migrantes et la lutte contre la violence domestique. Le nombre de cas de violences physiques et psychiques a fortement augmenté avec la pandémie de COVID-19, notamment dans le cadre domestique. Ainsi, en 2021, quelque 338 000 cas de violences contre les femmes ont été signalés en Indonésie, les chiffres réels étant bien plus élevés. Au niveau régional, les centaines de milliers de travailleuses migrantes originaires d'Indonésie, employées principalement comme nourrices ou personnel de maison en Malaisie, à Singapour, à Hong Kong et dans les pays arabes sont particulièrement exposées. Beaucoup souffrent de conditions de travail indignes. La violence et l'exploitation sont monnaie courante. Le réseau formé par Mission 21 et ses organisations partenaires permet un soutien coordonné et

un travail de sensibilisation, à la fois dans les régions indonésiennes d'émigration et dans les pays de destination des travailleuses migrantes. Ces dernières peuvent bénéficier d'une assistance juridique, de programmes d'éducation et de création de revenus, ainsi que d'un lieu de refuge qui les aident dans leur réintégration. Des campagnes de plaidoyer, menées auprès des responsables politiques et du public, visent à apporter des changements positifs.

### Promotion du pluralisme et collaboration interreligieuse

La plateforme de plaidoyer en Indonésie vise à répondre, par une approche interreligieuse, aux questions d'égalité des genres et de respect des droits humains chez les femmes. La vision du rôle de la femme au sein de la famille, de la société et du monde professionnel diffère en partie d'une communauté religieuse à l'autre. Grâce à des échanges spécifiques, ces communautés identifient des thèmes communs qu'elles défendent ensemble à travers des activités de sensibilisation et des campagnes publiques. Outre l'impact externe de ces mesures, il est essentiel d'amorcer des changements au sein même des organisations. Aussi, la plateforme vient compléter les activités existantes en matière de collaboration interreligieuse et interculturelle, dans le but de créer et de garantir une société pluraliste et pacifique. En Indonésie comme en Malaisie, les minorités sont souvent discriminées par la loi, quand elles ne sont pas victimes d'actes de violence. Mission 21 et ses partenaires encouragent activement la compréhension mutuelle. Nous luttons contre les opinions radicales et clivantes, en particulier chez les adolescents et les jeunes adultes.

## Budget total du programme et des projets 2023 : CHF 1 636 450

200.1005	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	Formation de personnel qualifié – renforcer les compétences en Asie
200.1010	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	Renforcement pour le changement social en Asie (comprend les projets précédents 200.1010, 256.1010 et 222.1012)
225.1007	Indonésie	Coopération interreligieuse pour la paix et la justice
225.1008	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	Aide pour les femmes victimes de violence (comprend le projet précédent 222.1005)
256.1004	Indonésie, Malaisie	Des moyens de subsistance assurés pour les femmes et les jeunes en Indonésie et en Malaisie (comprend le projet précédent 200.1017)

## NIGÉRIA

### Mission 21 Programme de coopération 162.1001

Une grande partie de la population nigériane souffre profondément de la misère, de la hausse du chômage et de la criminalité, des tensions entre groupes ethniques et religieux et de la violence extrémiste. La situation est encore aggravée par la croissance rapide de la population (plus de 219 millions de personnes), le faible développement économique de nombre de régions, les répercussions négatives des changements climatiques, la concurrence pour des ressources naturelles de plus en plus rares ainsi que par l'insécurité et la criminalité. Le nord-est du Nigéria est tout particulièrement touché : dans cette région, l'économie, l'éducation et les infrastructures sont négligées depuis des dé-

cennies ; la milice djihadiste Boko Haram et d'autres groupes armés non étatiques causent depuis des années des souffrances indicibles. Ils attaquent des villages et des villes, détruisent les infrastructures et tuent ou enlèvent hommes, femmes et enfants. En conséquence, plus de 2,5 millions de personnes ont déjà fui la région, qui est confrontée à une crise humanitaire. La situation est particulièrement précaire pour les femmes réfugiées (souvent veuves), les enfants (souvent orphelins) et les jeunes. Ils courent de grands risques d'être abusés ou de sombrer dans la misère.

#### Aide humanitaire

Mission 21 et ses partenaires locaux (Ekklesiyar Yan'uwa a Nigeria et Emergency Preparedness and Response Team) soutiennent les victimes de catastrophes humanitaires. Les survivant-e-s et les déplacé-e-s ayant fui la violence et la terreur reçoivent des denrées alimentaires et des biens de première nécessité. Ils ont accès à

l'eau potable, à des soins médicaux et à un soutien à la réhabilitation et à la reconstruction. Outre cette aide d'urgence, la reconstruction et la prévention des catastrophes sont des éléments clés des projets humanitaires.

#### Éducation et souveraineté alimentaire

L'engagement humanitaire est étroitement lié à la coopération au développement sur le long terme. Cette dernière comprend des formations professionnelles et des aides de départ pour la création de start-up destinées aux personnes touchées par la pauvreté, la violence et la terreur. Un des objectifs principaux est l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes, afin qu'ils améliorent leurs perspectives et puissent subvenir seuls à leurs besoins.

Les changements climatiques et l'utilisation non durable des ressources naturelles sont source de nombreux problèmes et menacent les moyens de subsistance des populations. Aussi, une autre priorité de notre travail est la promotion d'une agriculture durable et de modes de vie respectueux de l'environnement et des ressources.

#### Promotion de la paix

Au Nigéria, face aux conflits et aux tensions religieuses qui secouent le pays, la promotion de la paix est essentielle. Mission 21 et ses partenaires locaux proposent des plateformes d'échanges interreligieux et interethniques, afin de renforcer la compréhension mutuelle et la cohésion sociale. Nous promovons la prévention et la gestion non violente des conflits. Une approche sensible aux conflits est indispensable à un travail de promotion de la paix efficace.



## Budget total du programme et des projets 2023 : CHF 752 606

162.1002	Nord-est du Nigéria	Formation pour l'avenir au Nigéria
162.1006	Nord-est du Nigéria	Formation pour le changement social au Nigéria
162.1007	Nord-est du Nigéria	Travail interreligieux pour la paix au Nigéria
162.1010	Nord-est du Nigéria	Développement du programme et coordination au Nigéria
162.1011	Nord-est du Nigéria	Développement des capacités : renforcement des partenaires au Nigéria
162.1012	Nord-est du Nigéria	Aide d'urgence et reconstruction au Nigéria
162.1030	Nord-est du Nigéria	Formation pour un développement écologique durable au Nigéria

CAMPAGNE  
ŒCUMÉNIQUE




---

**Afrique Programme Continental 100.1001 | Budget total 2023 : CHF 54 625**

100.1100	Conférence des Églises de toute l'Afrique	
100.1200	Renforcement des relations entre chrétien-ne-s et musulman-e-s en Afrique	


---

**Cameroun 134.1001 | Budget total 2023 : CHF 935 825**

134.1003	Provinces Nord-Ouest, Sud-Ouest, Ouest	Aide d'urgence et reconstruction au Cameroun
134.1006	Provinces Nord-Ouest, Sud-Ouest	Assurer les bases d'existence grâce à l'éducation
134.1007	Provinces Nord-Ouest, Sud-Ouest, Ouest	Aide aux personnes particulièrement vulnérables au Cameroun
134.1014	 Kumba et Yaoundé	Formation pour le changement social au Cameroun
134.1029	Provinces Nord-Ouest, Sud-Ouest	Soins de santé et prévention du VIH en milieu rural
134.1070	Cameroun, toutes les régions de projets	Développement du programme et coordination au Cameroun

---

**République démocratique du Congo 197.1001 | Budget total 2023 : CHF 573 275**

197.1210	Kinshasa	Protection pour les enfants des rues de Kinshasa
197.1808	Région du Kwango et Kinshasa	Autonomisation des femmes dans le Kwango et dans les bidonvilles de Kinshasa
197.1809	Région du Kwango	École d'artisanat Wamba-Luadi
197.1813	 Région du Kwango et Kinshasa	Souveraineté alimentaire en RDC
197.1814	Région du Kwango et Kinshasa	Une meilleure formation pour les enfants en RDC
197.1817	Région du Kwango	Santé: soins de base pour la population


---

**Palestine 296.1510 | Budget total 2023 : CHF 46 000**

Centre de réhabilitation « Sternberg » pour enfants et jeunes souffrant de handicap mental


---

**Soudan du Sud 179.1001 | Budget total du programme et des projets 2023 : CHF 848 125**

179.1003	Soudan du Sud	Travail pour la paix et la réconciliation au Soudan du Sud
179.1010	Soudan du Sud	Formation pour l'avenir: écoles et foyer pour enfants
179.1011	Soudan du Sud	Développement du programme et coordination au Soudan du Sud
179.1015	Djouba	L'éducation pour le changement social, la paix et le développement au Soudan du Sud
179.1021	 Pochalla	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance dans les régions rurales
179.1022	Djouba	École de sages-femmes: vie pour mères et enfants
179.1024	Camp de réfugié-e-s Kakuma (Nord du Kenya)	Façonner l'avenir par la formation d'adultes
179.1025	Soudan du Sud	Compétents et bien formés: renforcement des partenaires au Soudan du Sud
179.1028	Soudan du Sud	Promotion d'une vie active et autodéterminée des femmes au Soudan du Sud

---

**Tanzanie 186.1001 | Budget total 2023 : CHF 578 048**

186.1005	Sud-Ouest	Développement du programme et coordination en Tanzanie
186.1503	Sud-Ouest	Des bases d'existence sûres pour des jeunes en Tanzanie
186.1504	Sud-Ouest	Formation pour le changement social en Tanzanie
186.1505	 Sud-Ouest	Protéger le climat, donner du pouvoir aux femmes: l'agriculture durable en Tanzanie
186.1508	Sud-Ouest	Programme de santé et VIH en Tanzanie
186.1509	Sud-Ouest	Travail avec des enfants orphelins

---

**Monde 840.1005 | Budget total du programme 2023 : CHF 46 000**

Programme pour l'égalité des genres

---

**PEP! 840.1020 | Budget total du programme 2023 : CHF 125 370**

Professionals Exposure Program (PEP!), engagements de courte durée dans le Sud

---



Service Développement international  
Laupenstr. 5 | Case postale | 3001 Berne  
Tél. 031 388 05 91  
di@armeedulsalut.ch | armeedulsalut.ch/di  
IBAN CH18 0900 0000 3000 6709 1

## FONDATION ARMÉE DU SALUT

L'Armée du Salut est un mouvement social international d'origine chrétienne. Par l'intermédiaire de son service « Développement international », la Fondation Armée du Salut Suisse mène des projets de développement dans 15 pays.

Pour votre don, merci de mentionner « Projet » suivi du pays et de l'année (p. ex. : « projet Haïti 2023 »). Merci !

### HAÏTI

#### Programme scolaire de l'Armée du Salut

Motif de versement : « Projet Haïti 2023 »

#### Sur les bancs d'école pour un avenir meilleur

Le manque d'accès à la scolarité reste un obstacle majeur au développement social et économique en Haïti. L'État n'est pas encore en mesure de répondre aux besoins

de formation. Les séismes dévastateurs, la pandémie et l'assassinat du président en 2021 ont encore aggravé la situation.

L'Armée du Salut soutient ce pays vers une formation scolaire garantie pour toutes et tous. Dans les régions rurales les plus pauvres du pays, elle gère 48 établissements pour plus de 10 000 enfants. Le fonctionnement de 22 écoles, réunissant plus de 5000 élèves, est assuré par les dons de l'Armée du Salut Suisse. L'enseignement de qualité élevée contribue largement à la formation de

la population haïtienne. Son programme crée un environnement d'apprentissage sûr, inclusif et égalitaire, où l'intégrité psychique, émotionnelle et physique des enfants est protégée. En outre, les formations agricoles pour les parents et les groupes d'épargne créent des revenus supplémentaires et renforcent ainsi la sécurité alimentaire des familles. Grâce à la formation continue des enseignant-e-s et au matériel pédagogique adapté, les élèves obtiennent de bons résultats d'apprentissage et ont une véritable chance d'avoir un avenir meilleur.

**Contribution totale Armée du Salut Suisse 2023 : CHF 365 464**

### ZAMBIE

#### Projet WASH (eau, hygiène et santé)

Motif de versement : « Projet Zambie 2023 »

#### Accès complet à l'eau potable et à l'hygiène

En Zambie, le projet améliore l'accès à l'eau potable et aux conditions d'hygiène de 70 000 personnes dans les régions rurales. Des sources d'eau et des infrastructures sanitaires sont installées dans les

écoles, les communes et les centres médicaux participants. Cette mesure renforce la sécurité alimentaire et l'accès aux prestations sanitaires.

L'eau impure ou de mauvaise qualité et le manque d'hygiène favorisent les maladies comme le choléra et la diarrhée. Bon nombre de personnes doivent parcourir des kilomètres pour se procurer de l'eau potable et bénéficier de bonnes conditions hygiéniques. De ce fait, de nombreux enfants manquent l'école. Le manque d'hy-

giène pose d'autant plus problème chez les personnes menstruées, qui ratent l'école pendant leurs règles, ce qui entraîne souvent leur déscolarisation.

Le projet promeut également les droits civiques des personnes dans le domaine de l'eau et de l'hygiène. En parallèle, le réseau entre les communes et les autorités locales est renforcé. Elles se rencontrent régulièrement pour discuter des prestations WASH ainsi que des entretiens et des investissements nécessaires pour les communes.

**Contribution totale Armée du Salut Suisse 2023 : CHF 308 722**

### BRÉSIL

#### Prévenir la précarité

Motif de versement : « Projet Brésil 2023 »

#### Aide aux personnes précarisées à São Paulo

São Paulo est l'une des plus grandes villes du monde. L'Armée du Salut améliore les conditions de vie des habitant-e-s du centre-ville. Le projet se concentre tout particulièrement sur les sans-abri, les victimes de

violence domestique, les personnes enceintes et les familles précarisées.

Au foyer pour femmes de l'Armée du Salut à São Paulo, les femmes et leurs enfants bénéficient d'un logement provisoire et d'une aide à la réintégration. Les jeunes personnes enceintes ont accès aux prestations sociales d'autres organisations et autorités ou sont soutenues dans leur recherche de formation ou de travail. Il s'agit également de protéger les femmes contre les abus sexuels et de les assister

dans leurs démarches juridiques le cas échéant. À São Paulo également, un autre centre de l'Armée du Salut aide les personnes à retrouver une vie normale via des offres de logement adaptées et promeut la réinsertion sociale. En plus d'une aide immédiate, un suivi psychosocial est proposé, ainsi qu'une aide pour se créer des perspectives d'avenir. Enfin, le centre aide les personnes à développer leurs compétences sociales et émotionnelles à travers des ateliers et offre un soutien à la formation.

**Contribution totale Armée du Salut Suisse 2023 : CHF 116 233**



Le cfd est une organisation féministe pour la paix qui s'engage en Suisse et à l'étranger pour l'égalité de droit et de fait en matière d'accès aux ressources, à l'espace public et à la participation politique et sociétale pour les femmes et les jeunes filles. Dans ses programmes, le cfd œuvre pour la protection contre les violences sexuelles et de genre et pour la participation économique, sociale et politique.

### ISRAËL/PALESTINE

cf-d – programme Proche-Orient

#### Ensemble contre les violences liées au genre

En Israël, les femmes arabes sont victimes de discriminations basées sur le genre dans leur propre communauté, très marquée par les structures patriarcales. Les violences psychologiques, physiques et sexuelles sont répandues. Le nombre d'espaces d'accueil où demander de l'aide est insuffisant. En matière de prévention, les campagnes et les programmes publics de sensibilisation à la violence basée sur le genre sont encore peu nombreux. Le projet « Kifaya – Ça suffit! » met l'accent sur la prévention. La sensibili-

sation au sein des écoles et des groupes de femmes brise le tabou des violences liées au genre. Les personnes sont informées de leurs droits, les jeunes et les enseignant-e-s sont formés pour devenir des multiplicatrices et des multiplicateurs, afin de discuter des stéréotypes liés au genre et de prévenir la violence. Les victimes bénéficient de conseils sur les possibilités de protection et d'une aide juridique directe.

#### Les femmes fabriquent des jouets durables pour les enfants

Les guerres, les escalades militaires, ainsi que la situation politique incertaine affectent largement la bande de Gaza, en particulier les communautés bédouines, et plus précisément les femmes. Le projet

« Saida – Bonheur » améliore leurs conditions de vie et réduit la pauvreté. Les Bédouines sont formées dans plusieurs domaines tels que la transformation du bois et du textile, la gestion de bases de données ou la conception de sites Web. Elles produisent des jouets de haute qualité, dont la vente leur assure un revenu régulier. Étant également propriétaires de leurs installations de production, les femmes bédouines renforcent leur confiance en elles et leur position au sein de la famille. La coopérative Zeina est gérée par des Bédouines, mais elle est aussi un lieu de rencontre important où des campagnes de sensibilisation sont mises en place pour renforcer leurs droits et promouvoir leur développement social au sein de la communauté.

#### Budget total du programme Proche-Orient 2023 : CHF 747 500

Israël, Haïfa  
Bande de Gaza, Om al-Nasr

Ensemble contre les violences liées au genre, Kifaya – Ça suffit! (budget du projet 2023 : CHF 61 900)  
Les femmes fabriquent des jouets durables pour les enfants, Saida – Bonheur (budget du projet 2023 : CHF 116 300)

### ALGÉRIE ET MAROC

cf-d – programme Afrique du Nord

#### Soutien psychosocial pour victimes de violence en Algérie

La violence domestique et les abus sexuels envers les enfants et les femmes sont répandus en Algérie. Le projet offre à la population de Sidi Moussa un soutien psychothérapeutique professionnel pour faire face aux traumatismes causés par la violence. Les victimes bénéficient d'un soutien complet – psychologique, social et juridique –, dans le contexte sociopolitique difficile de Sidi Moussa. Bon nombre de

personnes sont isolées socialement et se sont enfermées dans le silence, car elles n'ont pas pu gérer leurs vécus traumatiques. Dans le cadre d'un travail en groupe, les personnes reconnaissent qu'elles ne sont pas seules avec leur perte et leur tristesse. Elles découvrent leurs propres ressources et apprennent à les mobiliser.

#### Pour les femmes survivantes de violences et contre le mariage des filles au Maroc

Au Maroc, les droits fondamentaux des femmes et leur participation aux prises de décision sociétales et politiques restent peu respectés. Bien souvent, les filles ne sont pas scolarisées ou sont mariées avant leur

majorité. De telles discriminations basées sur le genre dès l'enfance entraînent des répercussions dramatiques sur les plans sanitaire, psychique et économique. Au centre de consultation du projet Nettare – agissons!, les victimes de violences bénéficient d'un soutien complet. Renforcées par cette aide, elles encouragent d'autres femmes et filles à se défendre contre les violences subies. De plus, des ateliers sont donnés dans l'enseignement secondaire afin que les filles et leurs parents soient informés des droits de ces premières. Enfin, des actrices et des acteurs clés de la politique et des autorités locales sont sensibilisés à la problématique du genre dans la formation et au mariage des mineur-e-s.

#### Budget total du programme Afrique du Nord 2023 : CHF 706 150

Algérie  
Maroc

Sidi Moussa: Soutien psychosocial pour victimes de violence (budget du projet 2023 : CHF 41 200)  
Pour les femmes victimes de violence et contre le mariage des filles au Maroc, Nettare – agissons! (budget du projet 2023 : CHF 68 800)



**connexio** develop

Coopération au développement  
Eglise Evangélique Méthodiste

Badenerstrasse 69  
Case postale | 8021 Zurich 1  
Tél. 044 299 30 70  
info@connexio.ch  
www.connexio-develop.ch/fr  
IBAN CH44 0900 0000 1574 7157 9

## CONNEXIO DEVELOP

Connexio develop est l'œuvre d'entraide de l'Église Évangélique Méthodiste en Suisse. Elle contribue à un monde pacifique et juste.

En collaboration avec des organisations partenaires sur quatre continents, Connexio develop soutient des projets de coopération au développement, de travail social et d'aide d'urgence. L'organisation offre des possibilités de rencontres et de liens interculturels entre des personnes, des Églises et des institutions en Suisse et dans les pays partenaires, contribuant ainsi à l'apprentissage interculturel dans le monde entier.

### CHILI

Connexio develop – programme pays  
426.5101

#### Renforcement des groupes de personnes marginalisés

Au Chili, la société est marquée par les inégalités sociales et économiques ainsi que par la marginalisation de certains groupes de population. Face à cette situation, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays fin 2019. Elles ont débouché sur l'élaboration d'une nouvelle constitution dans le cadre d'un processus participatif.

Ce sont surtout les groupes de population indigènes, notamment les Mapuches, qui se retrouvent marginalisés. Ils demandent à être reconnus en tant qu'entité ethnique et politique au sein de l'État chilien et revendiquent leurs terres ancestrales, dont ils ont été dépossédés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'Église méthodiste promeut le dialogue entre les parties au conflit et informe les Mapuches sur leurs droits et leurs devoirs. En outre, un soutien psychosocial et des activités de préservation de la culture sont proposés.

Ces dernières années, de plus en plus de personnes venues d'Amérique latine cherchent refuge au Chili pour recons-

truire leur vie. Parmi elles, une grande partie entre illégalement dans le pays. L'Église méthodiste s'engage pour défendre leurs droits et pour assurer une vie digne aux personnes migrantes grâce à des conseils, à la distribution de denrées alimentaires et d'articles d'hygiène et à un suivi psychosocial. L'accent est mis sur les personnes migrantes les plus vulnérables: jeunes mères, femmes enceintes et enfants.



© Tamara Merino/Connexio develop/Fastructure

**Budget total du programme 2023 : CHF 75 000**

### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Connexio develop –  
programme pays  
197.5101

CAMPAGNE  
ŒCUMÉNIQUE

#### Contribution à une société pacifique, juste et inclusive

En République démocratique du Congo (RDC), l'Église méthodiste, qui est le principal partenaire de Connexio develop sur

place, assume des fonctions sociétales importantes, notamment lorsque les structures publiques ne sont guère développées. Les hôpitaux situés dans des régions reculées permettent aux personnes d'accéder à des soins médicaux de qualité.

Dans l'est de la RDC, l'Église apporte une contribution importante à la promotion d'une coexistence pacifique entre les différents groupes de la population. À cet égard, les organisations de femmes jouent un rôle essentiel. Leur collaboration avec des organisations publiques et de la société civile est indispensable pour la pacification de la région.

Les femmes qui ont survécu à des violences basées sur le genre subissent souvent un second traumatisme face au rejet de leur famille et de la société. Des cours leur permettent d'apprendre à lire, à écrire et à exercer une activité, afin de générer leur propre revenu. Ces nouvelles connaissances renforcent leur confiance en elles et les aident à développer de nouvelles perspectives de vie et à mieux s'intégrer sur les plans économique et social. À Tunda, de jeunes femmes et hommes apprennent à cultiver de manière durable des céréales et des légumes. Ils peuvent ainsi manger plus sainement et générer de petits revenus grâce à la vente de leurs produits.

**Budget total du programme 2023 : CHF 320 000**



Florastrasse 21 | 4600 Olten  
Tél. 062 296 62 68  
info@horyzon.ch  
www.horyzon.ch  
IBAN CH67 0900 0000 6032 4630 5

Horyzon s'engage pour des jeunes défavorisés dans les régions en développement et en crise. La coopération au développement de la fondation Horyzon se concentre sur le renforcement de la société civile et aide les jeunes à se construire une existence digne, indépendamment de leur appartenance ethnique, religieuse, politique, de leur genre ou de leur statut social. Les jeunes bénéficiaires peuvent suivre des formations, trouver un emploi et s'engager activement dans le développement de la société civile. Une amélioration de la situation des jeunes est cruciale pour réduire la pauvreté.

### COLOMBIE

Paza la Paz – un pas vers la paix  
9602

La population colombienne souffre encore des conséquences de plus de 50 années de conflit entre le gouvernement, les paramilitaires, les groupes de guérilla et les organisations criminelles. Selon les données officielles, 260 000 personnes seraient mortes et 6 millions d'autres auraient été contraintes de fuir en raison du conflit. Dans de nombreuses régions, la violence ne cesse d'augmenter. Cette tendance se ressent également dans les régions du projet **Paza la Paz**: dans les quartiers pauvres de Colombie, les groupes armés et les gangs se disputent le territoire et recrutent agressivement de nouveaux membres. Cette situation touche tout particulièrement les jeunes des couches socio-écono-

miques inférieures, dont les perspectives d'avenir sont très limitées.

Le projet **Paza la Paz** permet aux jeunes très vulnérables issus de communautés marginalisées de renforcer leurs capacités cognitives et émotionnelles. En développant des compétences psychosociales es-

sentielles, 1500 jeunes apprennent à mieux gérer les défis quotidiens. En outre, ils peuvent suivre, en fonction de leurs intérêts, des formations pour devenir promotrices ou promoteurs de la paix, entrepreneuses ou entrepreneurs, ou encore militant-e-s. Ainsi, ils s'engagent pour une société colombienne plus pacifique, juste et inclusive.



**Budget total du programme 2023 : CHF 300 000**

### PALESTINE

Programme de réintégration  
9603

Le conflit de longue date entre Israël et la Palestine est régulièrement source d'escalades de la violence, de profonde souffrance et de désespoir. Depuis 55 ans que dure l'occupation des territoires palestiniens, les conséquences en matière de santé psychique au sein de la population palesti-

nienne sont dramatiques. Un nombre inquiétant d'enfants et de jeunes présentent des signes physiques et psychiques d'une grande souffrance.

Le projet d'Horyzon vise à atténuer la souffrance physique et psychique de la population victime du conflit. Il accorde une attention particulière aux enfants et aux jeunes adultes ayant un handicap physique ou mental depuis la naissance ou à la suite de violences. Grâce à des thérapies axées sur les traumatismes, les personnes concer-

nées apprennent à mieux vivre avec leur handicap. L'expérience montre que la majorité des personnes présente une meilleure qualité de vie à la fin de la thérapie. Par ailleurs, le projet soutient la réintégration des enfants dans les écoles. Quant aux jeunes, ils peuvent apprendre les bases d'un métier dans des centres de formation professionnelle.

Le projet de réintégration bénéficie chaque année à 980 enfants et jeunes adultes ayant des incapacités physiques ou psychiques.

**Budget total du programme 2023 : CHF 264 220**

Depuis plus de 60 ans, la MEB accompagne les personnes vivant avec une déficience visuelle dans leur développement personnel, social et spirituel. En Afrique, la MEB collabore depuis près de 30 ans à des projets de développement, ceci exclusivement au travers d'associations locales. Le travail de la MEB comprend la sensibilisation des autorités locales et de la population aux difficultés liées à la cécité, l'accès à l'éducation des enfants handicapés de la vue, l'alphabétisation des adultes en braille et l'inclusion économique et sociale des personnes atteintes d'un handicap visuel.

### AFRIQUE FRANCOPHONE

#### MEB – Programme de réhabilitation et de développement pour les personnes handicapées de la vue

En Afrique, les personnes atteintes dans leur vision sont exclues de la société en raison de croyances négatives et du fait qu'elles sont considérées comme inutiles. Par conséquent, de nombreux enfants vivant avec une déficience visuelle ne sont pas scolarisés et vivent cachés. Les adultes sans éducation sont vulnérables à de nombreuses formes d'exploitation (mendicité, prostitution, etc.). C'est pourquoi la MEB s'engage à améliorer leurs conditions de vie à travers un programme basé sur trois axes principaux.

#### Éducation

Nous voulons permettre aux enfants vivant avec une déficience visuelle de développer les connaissances nécessaires pour construire leur avenir et vivre dignement. Pour cela, nous soutenons des projets d'éducation tels que la création d'écoles inclusives, dispensant un enseignement adapté aux enfants aveugles et malvoyants.

#### Sensibilisation et plaidoyer

Nous soutenons des projets visant à sensibiliser la population aux droits des personnes vivant avec une déficience visuelle et à défendre leurs intérêts auprès des institutions politiques et religieuses. L'objectif est d'encourager l'émergence de sociétés



tés plus justes et incluant les personnes vulnérables.

#### Inclusion économique et sociale

De nombreux adultes handicapés de la vue, sans formation et n'ayant pas eu la chance d'aller à l'école, se retrouvent en situation d'extrême précarité. Pour leur permettre de subvenir à leurs besoins, nous soutenons des projets de formations

adaptées et d'alphabétisation pour adultes. La MEB est active au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun et au Congo Brazzaville. Les associations avec lesquelles nous travaillons sur le terrain sont composées de bénévoles. Nous soutenons des projets visant à améliorer leurs compétences de manière à servir toujours mieux les personnes vivant avec une déficience visuelle dans leur pays.

#### Budget total du programme 2023: CHF 478 000

- Sensibilisation aux droits des personnes atteintes dans leur vision et plaidoyer
- Écoles inclusives et spécialisées pour enfants aveugles
- Alphabétisation en braille pour adultes
- Inclusion économique et sociale des femmes vivant avec une déficience visuelle





En Glapin 8  
1162 St-Prex  
Tél. 021 823 23 25  
secretariat@sme-suisse.org  
www.sme-suisse.org  
IBAN CH79 0900 0000 1200 1401 1

## SERVICE DE MISSIONS ET D'ENTRAIDE (SME)

Le SME est l'organe de coopération et de développement de la Fédération romande d'Églises évangéliques (FREE). Il a pour objectif le renforcement des capacités des personnes, des structures/organisations et des communautés. Il est engagé dans les domaines de l'éducation de base, de la formation professionnelle et de la formation continue du personnel des secteurs de l'éducation, de la formation et de la santé. Le SME soutient actuellement neuf projets en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie et accompagne également plusieurs volontaires qui œuvrent dans des projets.

### LAOS

Centre de formation professionnelle  
B4Lao à Savannakhet

Les élèves des zones rurales reculées peinent à poursuivre leurs études une fois leur scolarité obligatoire terminée. Ne trouvant pas de travail, ils partent en exil en Thaïlande ou restent dans les villages sans perspectives d'avenir. En 2015, le SME a acheté et aménagé une maison en centre de formation duale à Savannakhet, la deuxième ville du pays. Depuis 2016, 175 étudiantes et étudiants ont bénéficié de forma-

tions pluridisciplinaires dans les domaines suivants: menuiserie, couture, coiffure, pâtisserie, agriculture et élevage, tout en approfondissant leurs connaissances en anglais et en informatique. En 2021, 94% des élèves ont obtenu leur diplôme. Face à la demande croissante des jeunes d'avoir des perspectives d'avenir, il est prévu de construire trois classes supplémentaires (le projet a été retardé par la pandémie) et un local de vente, et de développer les partenariats avec les entreprises locales. La réussite de ce projet se mesurera par l'intégration sociale et professionnelle des jeunes pouvant développer des activités génératrices de revenus.



**Budget total du projet 2023: CHF 92 000**

### NÉPAL

Des pharmaciennes et des pharmaciens bien formés dans l'ouest du Népal – district de Tansen

Au Népal, les grands centres urbains offrent des services de santé performants, mais qui profitent uniquement à la population aisée. Il n'y a qu'une pharmacienne ou un pharmacien pour 100 000 habitant-e-s. Ces spécialistes sont concentrés principalement dans les villes. C'est pourquoi le service public approuvant les cur-

sus de formation au Népal a vu la nécessité de mettre en place une formation professionnelle en pharmacie au sein de la Tansen School of Health Science. La présence permanente de pharmaciennes et de pharmaciens dans les hôpitaux et dans les pharmacies en province contribuera à améliorer le système de santé publique, par une distribution des médicaments sûre et adéquate, une gestion professionnelle des prescriptions et des conseils donnés aux patient-e-s.

L'objectif est de former 40 pharmaciennes et pharmaciens sur une période de trois ans d'études. Pour un programme équilibré entre la théorie et la pratique, sept enseignant-e-s à plein temps sont nécessaires. La construction de trois bâtiments est prévue pour l'enseignement et pour le logement des étudiantes et des étudiants. Après un retard lié à la pandémie, les travaux ont commencé en 2022.



**Budget total du projet 2023: CHF 157 000**



Lindenrain 5a  
3012 Berne  
Tél. 031 301 98 04  
office@internationalbluecross.org  
www.internationalbluecross.org  
IBAN CH97 0900 0000 4002 5648 4

## CROIX-BLEUE INTERNATIONALE

Avec plus de 130 ans d'expérience, la Croix-Bleue Internationale (IBC) est spécialisée dans la protection des personnes contre les dommages causés par la consommation d'alcool. Dans ce but, l'IBC met en œuvre et promeut des programmes dans les domaines de la prévention, de la thérapie, du conseil politique et du lobbying en matière d'alcool et de drogues. Une attention particulière est accordée aux programmes de prévention destinés aux jeunes. L'IBC applique son expertise dans le monde entier et dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (UN ECOSOC).

### TRAVAIL DE PRÉ- VENTION DES DÉPEN- DANCES AVEC LES ENFANTS ET LES JEUNES EN AFRIQUE

000.4201

#### L'alcool nuit au développement durable

Dans de nombreux pays, l'alcool constitue un obstacle de taille au développement sociétal durable visé par l'Agenda 2030. La consommation d'alcool nuit à la santé, à la vie sociale et à l'accès des jeunes à l'éducation et à l'emploi. Afin de lutter contre ce problème, l'IBC mène un programme de prévention avec des partenaires locaux: depuis 2013 au Tchad et en République démocratique du Congo, depuis 2018 au Togo et depuis 2020 en Tanzanie. Ce programme s'appuie sur trois composantes

principales: l'éducation des jeunes pour des choix de vie sains et une formation aux méthodes de prévention pour que les jeunes sensibilisent leurs pairs; la mobilisation des communautés locales afin qu'elles exercent leur droit à la liberté d'expression et à la participation politique, en vue de mieux protéger les jeunes des effets nocifs de la consommation d'alcool; la création de meilleures conditions-cadres politiques en matière d'alcool pour mieux protéger la population et garantir des changements durables.

Budget total des projets et des programmes 2023 dans les quatre pays : CHF 600 000



Josefstrasse 34 | 8005 Zurich  
Tél. 044 447 44 00  
info@tearfund.ch | www.tearfund.ch  
IBAN CH49 0900 0000 8004 3143 0

## TEARFUND SUISSE – VOIR AVEC LE CŒUR, AGIR DE MANIÈRE PROFESSIONNELLE

L'objectif de TearFund Suisse est que les familles des pays du Sud puissent sortir de leur précarité extrême et vivre en toute sécurité et dans la dignité. TearFund Suisse favorise un développement durable et global via l'éducation, la promotion de la santé, la création de revenus et l'aide humanitaire. L'organisation soutient les personnes indépendamment de leur appartenance ethnique, culturelle ou religieuse.

### MALAWI

Récolter et économiser  
de manière durable

Les familles paysannes du Malawi sont particulièrement touchées par la pauvreté. Les périodes de sécheresse et les inondations détruisent leurs récoltes et elles se retrouvent sans ressources pour se nourrir,

acheter de nouvelles semences et scolariser les enfants. Afin d'augmenter leurs revenus et leurs récoltes, 1000 familles suivent des cours sur l'agriculture écologique régionale, l'irrigation des champs et l'élevage. Elles apprennent à tirer des bénéfices de la vente de leurs produits et à placer l'argent gagné dans un groupe d'épargne et de crédit, afin par exemple d'acheter du

bétail ou de créer leur entreprise. TearFund Suisse investit dans le potentiel et le savoir-faire de la population. Le soutien à l'autonomie offert ici est synonyme de dignité pour les individus.

Budget total du projet 2023 :  
CHF 110 000



### UGANDA

L'eau, c'est la vie

À Kabale, l'eau potable est rare et les maladies infectieuses très répandues. Femmes et enfants mettent jusqu'à quatre heures

par jour pour aller chercher de l'eau. Notre organisation partenaire locale forme les communautés à l'hygiène et les aide à créer des sources d'eau, construire des réservoirs d'eau de pluie, etc. Les familles aménagent les sols en terrasse pour éviter les pentes trop glissantes. Grâce à ce projet

novateur, la région sort peu à peu de la pauvreté et des villages entiers s'assurent un avenir meilleur.

Budget total du projet 2023 :  
CHF 260 000





# SOUTENEZ LES ŒUVRES DES ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES RÉFORMÉES DE SUISSE !



**EPER – Entraide Protestante Suisse**  
Siège romand | Chemin de Bérée 4A  
Case postale 536 | 1001 Lausanne  
Tél. 021 613 40 70  
eglises@eper.ch | www.eper.ch

Coordonnées bancaires  
IBAN CH61 0900 0000 1000 1390 5



**DM**  
Ch. des Cèdres 5  
1004 Lausanne  
Tél. 021 643 73 73  
info@dmr.ch | www.dmr.ch

Coordonnées bancaires  
IBAN CH08 0900 0000 1000 0700 2